

DE L'AIR, OUVRONS LES FRONTIÈRES!

Dossier

**DE L'AIR, OUVRONS
LES FRONTIÈRES!**

Pages 6 et 7

ÉDITO Santé!

Page 2

PREMIER PLAN
Kanaky/Nouvelle-Calédonie.
Le colonialisme français
décomplexé

Page 3



ACTU INTERNATIONALE
Rapport. Un monde de plus
en plus inégalitaire

Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec AU Loong-yu
sur la situation à Hong Kong
Page 12



édito

Par JOSÉPHINE SIMPLON.

Santé!

Claude Guéant, l'homme fort du sarkozysme, ancien ministre de l'Intérieur, ancien directeur de la police nationale, ancien secrétaire général de l'Élysée, ancien préfet, ancien directeur de cabinet et ancien bras droit de Sarkozy, a donc passé sa première nuit à la prison de la Santé le 13 décembre.

L'incarcération d'un tel puissant est assez rare dans l'histoire politique française, mais Guéant y a mis du sien en refusant de verser les pénalités financières auxquelles il avait été condamné, pensant sans doute qu'il était au-dessus des lois. Rappelons-nous : en avril 2017, le « cardinal » a été condamné à deux ans de prison dont un avec sursis, 75 000 euros d'amende et 105 000 euros de dommages et intérêts à verser à l'État pour « complicité et recel de détournement de fonds publics ». En effet, Claude Guéant, pendant qu'il était directeur de cabinet, avait ponctionné de l'argent liquide (105 000 euros) dans l'enveloppe dévolue aux frais d'enquête des policiers. Mais malgré sa condamnation, il persiste à penser que cet enrichissement personnel était une « pratique tout à fait habituelle au ministère de l'Intérieur depuis des décennies ».

Après Balkany en 2019, Guéant est donc la deuxième personne du clan Sarkozy à se retrouver derrière les barreaux et, nous l'espérons, même si nous ne sommes pas des partisans des politiques carcérales, pas le dernier à payer parmi ceux de l'édifice de cette fameuse « République irréprochable » vantée par Sarkozy.

L'incarcération de Guéant remet en lumière le fonctionnement quasi ordinaire d'un système politique (quel que soit le parti au pouvoir), où l'argent, les petits arrangements entre amis du même monde, voire la corruption, permettent donc que les corrompus – ainsi que bien évidemment les corrupteurs – continuent leur petite vie bien réglée. Tout cela pour assurer la pérennité d'un ordre fondé sur les inégalités, les oppressions, la recherche du profit à tout prix et la protection des puissants que cela sert.

Il est grand temps d'en finir avec un système dans lequel les frontières entre intérêts privés et intérêt public sont inexistantes, dans lequel aucun contrôle n'est possible sur les élus, nécessairement générateur d'une caste de politiciens professionnels qui ne nous représentent pas et abusent de leur position de pouvoir pour se servir et servir leurs amis.

BIEN DIT

Je ne sais pas s'il y a un mot allemand pour désigner le bout de relief carbonisé qui veut pas quitter le fond de la marmite, et qui s'accroche même quand tu le grattes à la paille de fer, mais il semblerait qu'en français ça s'appelle un Manuel Valls.

OLIVIER CYRAN (journaliste), Twitter, 13 décembre 2021.

À la Une

#POUTOU2022 Face à l'extrême droite, ne rien attendre des manœuvres à « gauche », prendre nos affaires en main

« Il est temps de se réveiller », estimait Arnaud Montebourg la semaine dernière

dans les colonnes de *Libération*. Tout à coup, l'ancien ministre semble prendre la mesure du rapport de forces dans cette élection présidentielle. Cinq candidats à gauche, tous au plus bas dans les sondages à commencer par lui (vraiment bas), face à des idées d'extrême droite toujours plus présentes dans le débat politico-médiatique ; cinq candidats dont aucun ne pèse plus de 15 %, quand Le Pen et Zemmour cumulent à eux deux près de 30 %. Il faut dire que l'annonce faisait suite à une semaine dense comme une nuit d'hiver : entre l'annonce officielle de la candidature d'Éric Zemmour, les résultats du congrès de LR, plaçant en tête Valérie Pécresse et Éric Ciotti, et pour finir les violences vis-à-vis des jeunes militantEs de SOS Racisme à Villepinte... il y avait de quoi s'inquiéter du climat politique, en effet !

Pas de programme commun sur les ruines de la social-démocratie

Alors Montebourg, sauveur suprême (sic !), s'est dit « prêt à offrir [sa] candidature à un projet commun et à un candidat commun ». Sur quoi, Anne Hidalgo a joué son va-tout de parti ex-leader de la gauche et pris l'initiative d'un appel à l'union, vite brocardé et rejeté par tous les autres... Il n'y a bien eu pour se réjouir de ce théâtre d'ombres que les partisans de la Primaire populaire. Las, c'était compter sans la brutale réalité.

Sur les ruines de la social-démocratie, aucun des cinq candidats présents, que ce soit Mélenchon, Jadot, Roussel, Hidalgo ou Montebourg, ne peut prétendre être le rassembleur sinon « naturel », du moins « légitime ». Une situation résumée par un fin connaisseur de la situation, François Hollande lui-même, pour qui « l'union n'aurait de sens

Entre les grandes manœuvres à « gauche » vite remballées et la menace de l'extrême droite, la campagne de notre candidat Philippe Poutou vise à rassembler toutes celles et ceux qui luttent et ne se font pas d'illusions sur les institutions, bien au-delà de l'élection...



que sur un programme commun, or on sait que ce n'est pas le cas ». Point à la ligne, fermez le ban ! On ne bricole peut-être pas un programme en deux jours (quoique), mais si les dangers étaient pris au sérieux par ceux qui veulent nous représenter, la question de l'union mériterait que les candidatEs s'y attardent... un peu ! Non ? Manifestement, non ! Et la séquence apparaît comme une farce au cours de laquelle les sondages ont plus compté que la politique. Chaque candidat a bien compris qu'il allait prendre un bouillon, mais faire de la politique a moins compté... que d'aller à la soupe !

L'extrême droite infuse

Pendant ce temps-là, Macron se prépare à un deuxième mandat

pour détruire encore davantage les services publics... et la protection sociale. La présence massive de l'extrême droite dans cette campagne n'est en rien une entrave pour lui. Au contraire ! L'extrême droite se montre toujours plus forte et décomplexée, infusant depuis trop longtemps et toujours plus largement. Le racisme, la xénophobie, l'islamophobie sont brandies de plus en plus souvent comme des solutions non seulement par Zemmour, Le Pen mais aussi par une partie de la droite et par une certaine gauche protectionniste. Les sondages en cours donnent des ailes aux réactionnaires de tout poil. Leur présence dans les médias légitime chaque jour un peu plus leurs discours, au point

de séduire de plus en plus de travailleurEs déçus par une gauche totalement déconnectée de leur quotidien. Le poids idéologique est tel qu'il influe sur la marche de l'État, toujours plus autoritaire, et risque demain de le faire toujours plus, notamment en matière d'accueil des migrantEs ou de contrôle plus général des populations (comme avec le pass sanitaire).

Un projet anticapitaliste dans la campagne du NPA

Pour contrer ces dangers démocratiques, répondre à l'urgence sociale et écologique, la campagne de Philippe Poutou et du NPA est à des années-lumière de celle de la « gauche » : loin de faire croire que la solution réside dans les institutions ou dans un bon président, Philippe Poutou et les porte-parole du NPA écument les meetings en défendant la nécessité de prendre collectivement nos affaires en main...

Nous ne prétendons pas nous insérer dans une quelconque course à l'hégémonie, mais à notre échelle, avancer avec les jeunes et les travailleurEs vers une société juste, débarrassée de la haine, de l'exploitation ou des calculs mesquins. Notre programme n'est pas électoral. Notre programme est un projet politique que nous défendons au quotidien. Il est anticapitaliste et révolutionnaire. Il vise à jeter les bases d'une nouvelle société et à rassembler les jeunes et les travailleurEs qui aujourd'hui veulent lutter contre les inégalités sociales, sanitaires, économiques, écologiques et démocratiques en répartissant les richesses à l'échelle du monde et en ouvrant les frontières. En cela, il est bien différent de tous les programmes électoraux de la gauche... Et on n'a pas l'intention de s'endormir !

Fabienne Dolet

PANDÉMIE DE COVID

Le gouvernement continue d'improviser

Nos prudentes « prédictions » se sont malheureusement confirmées ces quinze derniers jours : augmentation exponentielle du nombre de cas, redécollage des hospitalisations en réa et des décès... Et les plans blancs qui se multiplient disent que l'hôpital n'est pas plus prêt à faire face que lors des précédentes vagues.

Certes, il y a maintenant des masques, des protections, des traitements et des procédures qui améliorent beaucoup le pronostic et limite le risque pour les soignantEs ; mais les nombreuses fermetures de lits aggravent l'impact de ce nouvel afflux de malades graves, et de nouveau il y aura des actes non réalisés, différés ou annulés, en dehors de la sphère covid, avec des pertes de chances nombreuses. Les personnelEs, stigmatisés, floués, découragés, pourront de moins en moins faire face et le risque est réel d'un effondrement global d'hôpitaux, pour lesquels il ne suffira pas de décréter le « plan

blanc » : unE travailleurE hospitalier en arrêt maladie pour burn-out n'est pas réquisitionnable... et il n'y a pas, ou plus, de « réserve sanitaire ».

Répartition différenciée des vaccins

La réponse gouvernementale est comme toujours une improvisation sous le masque de la rationalité. L'extension de la vaccination aux 5-12 ans (que Castex illustre par le fait qu'il a été infecté par sa fille de 11 ans, alors qu'on connaît le rôle des jeunes dans la diffusion du virus depuis des mois...) et la pression pour amener la population

à rechercher une injection de rappel au plus vite se heurtent toujours aux mêmes réalités : inégalités d'accès à l'information, aux dispositifs de rendez-vous, aux sites de vaccination... Et toujours rien de prévu pour atténuer la répartition différenciée des vaccins selon la sociologie et la géographie. On espère que le vaccin Sanofi à venir en 2022 sera plus « convaincant » (?), mais toujours pas de généralisation des expériences, souvent des initiatives militantes, qui ont permis d'atteindre les plus éloignéEs de la vaccination. Alors qu'on va exiger au 15 janvier de pouvoir présenter une preuve de la

troisième injection, il est actuellement difficile dans de nombreuses villes d'obtenir un rendez-vous avant le mois de mars... De même, la question des restrictions de type confinement est actuellement taboue. Mais on ferme les boîtes de nuit (où chacun sait qu'on est plus serrés que dans un wagon de métro ou un bus...), ce qui préfigure d'autres restrictions à venir, concernant plus de monde. Mais pour l'instant, chut, pas un mot sur le télétravail voire le probable recours à un temps de confinement pour « casser » la dynamique épidémique constatée...

Un monde à changer

LA NÉCESSITÉ D'UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE DES TRAVAILLEUR·E·S DU TRANSPORT. Une quarantaine de grévistes des transports urbains et interurbains de Lyon et de ses environs s'est retrouvée vendredi 10 décembre devant l'antenne régionale de la Fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV), le principal syndicat patronal des transports interurbains. C'était l'occasion de se rassembler et de faire entendre des revendications qu'ils partagent tous. Dans le cadre de négociations usuelles sur les rémunérations conventionnelles pour l'interurbain, les patrons proposent d'augmenter les salaires de 2,5%, à peine plus que l'inflation officielle et très en dessous de la hausse réelle des prix. Ils promettent également 1,5% supplémentaires lors d'une extension de l'accord dont il est possible qu'elle n'arrive que dans deux ans. Pas de quoi satisfaire les travailleurEs du transport ! Devant la FNTV, la plus grosse délégation venait des Voies ferrées du Dauphiné (VFD), en grève depuis 15 jours sur les dépôts de Bourgoin-Jallieu, Vénissieux et Pont-Évêque. En octobre, leur direction a tenté de diviser les anciens salariés des nouveaux embauchés en promettant 2% aux premiers et 4% aux seconds. La réponse des grévistes est claire : 8% d'augmentation pour tous ! Des salariés de Transdev Rhône-Alpes étaient aussi présents. En grève le

mois dernier pour imposer une augmentation du taux horaire à 14 euros, ils revendiquent également le respect des plannings théoriques et des délais de prévenance qui sont mis à mal par le sous-effectif. Celui-ci touche toutes les entreprises du secteur. C'est une conséquence des conditions d'embauche déplorables. Des grévistes de Keolis Lyon, l'entreprise qui exploite le réseau urbain des Transports en commun lyonnais (TCL), étaient également de la partie. Après trois jours de grève au mois de septembre pour une augmentation de 200 euros net et le respect des délais de prévenance, entre autres, ils et elles ont obtenu une prime Macron de 480 euros sur quatre mois. Cela n'a pas satisfait les plus déterminéEs qui ont décidé de se faire à nouveau entendre avant les fêtes de Noël ! Les patrons du transport tentent d'opposer les travailleurEs du secteur les unEs aux autres, pour baisser les conditions salariales de tous. Une distinction historique existe par exemple entre les transports interurbains et urbains. Mais cette différence s'efface aujourd'hui. Car les travailleurEs, qui passent souvent dans leur carrière de l'interurbain à l'urbain, partagent la même réalité et les mêmes patrons. Dans leur lutte commune, ils et elles tentent d'imposer les revendications qui les unissent. Le rassemblement du 10 décembre montre la voie à suivre !

KANAKY/NOUVELLE-CALÉDONIE

Le colonialisme français décomplexé

Cette classe politique, de l'extrême droite au Parti socialiste, derrière le porte-étendard Macron, a nié le droit d'un peuple à disposer de lui-même en s'appuyant entièrement sur le « droit » du plus fort (2000 gendarmes supplémentaires envoyés sur place), et sur une novlangue hélas entérinée par l'essentiel des médias.

Participation divisée par deux
De quoi s'agit-il en effet ? Le troisième référendum d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie, prévu par les accords de Nouméa en 1998, a été avancé d'un an unilatéralement par le gouvernement français, reniant la promesse faite en 2020 par l'ancien Premier ministre Édouard Philippe. Il a été maintenu contre la prégnance de la crise sanitaire du Covid-19, empêchant le peuple kanak et l'ensemble des populations océaniques de respecter les deuils rituels et de mener une campagne pluraliste et démocratique. Le référendum a été maintenu malgré la prise de position de l'ensemble des organisations politiques, associatives, syndicales et les structures coutumières kanakes de non-participation à une consultation aussi faussée et mal à propos, position rejointe par une bonne partie

Le dimanche 12 décembre 2021 restera un jour de honte pour l'État dit « République française » et ses tenants, devant les autres peuples et devant l'histoire. Cela restera comme le jour où, au 21^e siècle, la classe politique française quasi unanime aura retrouvé la logique coloniale la plus pure, ayant validé la négation d'un peuple autochtone, le peuple kanak, étouffé depuis 168 ans.

des organisations océaniques. Il n'y a donc eu de campagne que pour le « Non », marquée par des arguments jusqu'au-boutistes et des clips carrément racistes. Le résultat est sans appel : la participation a été quasiment divisée par deux par rapport au précédent référendum, n'atteignant que 44 % contre 86 % en 2020. Dans les provinces majoritairement à population kanake, la participation n'atteint que 16,6 % dans la province Nord, et 4,5 % dans les îles Loyauté. Ce n'est que dans la province Sud, celle de Nouméa où la colonisation de peuplement a été la plus marquée, que la participation dépasse – de peu – les 60 %. Dans ce contexte, que valent les 96 % de « Non » à l'indépendance et à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie ?

« Pour nous, ce n'est pas le troisième référendum »
La présidente de la province Sud et chef de file des « loyalistes », Sonia Backès a proclamé : « Les

rêves tristes de l'indépendance se sont brisés. [...] Nous avons décidé en notre âme et conscience de rester français [...]. Ce n'est plus négociable. Et c'est ça le sens de l'Histoire. » Quant au président-démiurge Emmanuel Macron, son allocution est un chef-d'œuvre d'hypocrisie et de fermeture à double tour de toute perspective décolonisatrice. En déclarant que « les Calédoniennes et Calédoniens ont décidé de rester français, ils l'ont choisi librement. [...] Ce soir, la France est plus belle car la Nouvelle-Calédonie a décidé d'y rester ! », se disant par ailleurs « fier de ce cheminement inédit et pacificateur » ouvrant une période « libérée de l'alternative binaire entre le oui et le non », Macron insulte la réalité de la situation que vivent les Kanak et d'autres parties de la population de l'archipel, ajoutant l'insulte au mépris en retournant une formule kanake contre son sens profond pour prétendre accueillir le résultat avec « respect et humilité ».

Face au concert de réactions allant dans le même sens, nous sommes plus qu'inquiets du sort qui atteint le peuple kanak refusant d'entériner une telle parodie de consultation. Car pour leur part, les dirigeants kanaks dénoncent vigoureusement la grossière manœuvre de Macron. Ainsi, Roch Wamytan, président indépendantiste du congrès de la Nouvelle-Calédonie, a déclaré sur France Info, après le vote : « Pour nous, ce n'est pas le troisième référendum. Nous considérons qu'en termes de légitimité juridique et politique, il n'y a que deux référendums, 2018 et 2020. Celui-là, c'est le référendum de l'État français et de ses soutiens en Nouvelle-Calédonie, pas le nôtre. » Nous appelons donc l'ensemble des forces attachées à la démocratie et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au rejet de toute légitimité au « référendum » du 12 décembre, à la solidarité avec le peuple kanak face à cette nouvelle offensive coloniale, et au refus de toute tentative de répression de ses aspirations.

Combat pour la vaccination universelle

Encore et toujours, alors que toute l'Europe est de nouveau confrontée à une vague massive et mortifère, redisons l'utilité de la vaccination, et du rappel qui renforce l'immunité, même vis-à-vis du variant Omicron, semble-t-il. Relisons le reportage du *Monde* du 1^{er} décembre à l'hôpital de Colmar, où les infirmières interrogées racontent, entre autres, leur désarroi de soigner des patientEs qui meurent en regrettant d'avoir refusé ou négligé le vaccin... Le combat pour la vaccination universelle passe par la pression collective pour sa disponibilité partout dans le monde, en mettant fin au scandale des brevets et par la discussion sans cesse reprise avec celles et ceux qui ne sont pas vaccinés afin qu'ils et elles se protègent autant qu'on peut l'être des formes graves et/ou chroniques.

Dernier point de ce tour d'horizon, les « covid longs », cet ensemble de symptômes diffus accompagnés de fatigue extrême pendant six mois ou plus, sont toujours aussi peu pris en charge. Une récente étude française a remis en cause la responsabilité du virus (pour faire vite « c'est plutôt dans la tête »), mais ses limites méthodologiques ont amené des contestations argumentées. Les enjeux sont massifs, puisque ce syndrome concerne au moins 10% des personnes infectées (rappel : près de 9 millions de cas avérés en France depuis le début de l'épidémie). Exigeons un recensement épidémiologique des cas, afin de permettre l'organisation d'une prise en charge sociale de la détresse des personnes atteintes, accompagnant une prise en charge médicale qui ne se fonde pas sur le sentiment que « c'est plutôt dans la tête ». Le covid tue, mais il crée aussi du handicap, celui-ci doit pouvoir être reconnu.
Philippe Michaud

LES LEÇONS DE LA PREMIÈRE VAGUE



PS : À faire plus ou moins régulièrement un point sur la situation de la pandémie, le commentateur bénévole de *l'Anticapitaliste* pourrait finir par se prendre pour Olivier Véran... Il n'en est heureusement pas encore là, la preuve, il reconnaît ses erreurs : dans le dernier papier sur le thème « Pandémie : encore là pour longtemps », j'ai écrit que le rapport de protection par le vaccin vis-à-vis des passages en réa et des morts était à multiplier par celui des vaccinés/non-vaccinés, environ trois. C'était une ânerie, les rapports énoncés (entre 7 et 12, selon les pays et les critères) intègrent déjà cette proportion. Mes excuses à celles et ceux qui auraient repris à leur compte cette erreur dans leurs discussions en faveur de la vaccination. Il n'y a rien à changer sur la conclusion, toujours très en faveur de la vaccination. Mais bon, si *l'Anticapitaliste* ne dit pas la vérité, qui la dira ?

Le chiffre 4,8 %

C'est, selon les Échos (13 décembre), la hausse des prix des appartements en France sur l'année 2021. Pour les maisons, la hausse serait même de 9,4 %. Dans le même temps, il y a eu 1,15 million de ventes – un « record historique », toujours d'après les Échos. Décidément, ce n'est vraiment pas la crise pour tout le monde...



Agenda

Samedi 18 décembre, manifestation pour un plan de rupture, La Souterraine (23). À 9h30 devant l'espace Yves-Furet, restauration et animations sur place.

Samedi 18 décembre, manifestation contre le racisme à l'occasion de la journée internationale des migrantEs. À Paris, manifestation à 15h, Concorde.



NO COMMENT

Malgré elle, malgré moi, je suis toujours de gauche, un républicain de gauche. Ce n'est pas moi qui ai changé, c'est la gauche qui a changé.

MANUEL VALLS, France Inter, 13 décembre 2021.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



LANCEURS D'ALERTE

Pour les droits démocratiques, contre l'extradition de Julian Assange!

Vendredi 10 décembre, la justice britannique a décidé d'annuler en appel le refus d'extrader Julian Assange vers les États-Unis. Une procédure d'extradition du co-fondateur de Wikileaks est donc de nouveau rendue possible, la justice US voulant le juger notamment pour « espionnage », avec des peines pouvant aller jusqu'à 175 ans de prison.

La raison d'un tel acharnement judiciaire réside dans le fait qu'Assange soit le créateur de Wikileaks, site ayant révélé de nombreux scandales, en particulier concernant la politique de l'impérialisme US et de ses relais : des crimes de guerre commis sur des journalistes par les États-Unis en Irak, l'espionnage systématique d'industriels et de personnalités politiques étrangères par les services de renseignements US, l'incarcération sans motif de civils à Guantanamo, l'espionnage illégal de multiples personnalités par le gouvernement péruvien – révélation qui avait entraîné la chute du gouvernement en 2015 –, l'espionnage des téléphones portables de citoyens russes par le gouvernement, le déversement de produits toxiques en Côte d'Ivoire par un navire étranger ayant entraîné la mort de 17 personnes, une ordonnance secrète de censure émise par le gouvernement australien et portant sur une affaire de corruption impliquant des hauts dignitaires, et bien d'autres affaires que des gouvernements auraient préféré garder secrètes...

La réalité de la violence capitaliste

Le procès d'Assange et la traque contre Wikileaks ne sont donc pas une anecdote mais reflètent la hargne et la détermination des gouvernements à écraser toute personne qui porterait atteinte aux intérêts des capitalistes en brisant le secret de leurs manœuvres et de leurs crimes. Les assassinats de défenseurEs des droits humains et de la nature sont ainsi monnaie courante en Amazonie ainsi que dans de nombreuses régions du globe. Telle est la réalité de la violence capitaliste. Assange, en la portant sur la place publique, a mis à nu la collusion entre les États et les entreprises privées, et l'hypocrisie de la diplomatie.

L'acharnement contre Julian Assange est un acharnement contre le journalisme, la liberté d'expression et plus profondément contre le droit démocratique à dénoncer les pratiques criminelles menées au plus haut sommet des États. Nous devons donc le défendre sans ambiguïté.

Car si nous ne nous reconnaissons pas dans un grand nombre de déclarations de Julian Assange, qui pour certaines sont clairement réactionnaires, antiféministes, racistes – sans même parler des accusations d'agression sexuelle – et doivent à ce titre être dénoncées, il a été arrêté car il a, avec Wikileaks, exposé des images et des documents mettant à nu la violence de l'armée US, et plus généralement celle des puissances impérialistes.

L'acharnement doit cesser!

Fondé en 2006, Wikileaks a été à l'origine de très nombreuses révélations de scandales de corruption, d'atteintes aux droits démocratiques, de crimes de guerre. Wikileaks avait reçu pour cela de nombreux prix journalistiques ou émanant d'ONG. Mais depuis avril 2010 et la publication d'une vidéo montrant comment des soldats états-uniens avaient froidement abattu – et avec des commentaires d'un cynisme inimaginable – des civils irakiens dont des enfants, les États-Unis ont déclenché une véritable guerre contre Wikileaks et les lanceurs d'alerte.

De ce point de vue, il est impératif de défendre Assange face à la répression qu'il subit, à l'instar de celle que subissent d'autres lanceurs d'alerte. Nous exigeons sa libération immédiate et l'abandon de toutes les poursuites dans le cadre des affaires de Wikileaks, et le gouvernement français doit lui offrir le droit d'asile.

NPA

ÉTAT DE NEW YORK Des travailleurEs de Starbucks se syndiquent : est-ce un début ?

Les travailleurEs d'un café Starbucks à Buffalo, dans l'État de New York, ont voté au début du mois en faveur de la formation d'un syndicat. Il s'agit de la première campagne de syndicalisation réussie dans l'entreprise depuis plus de 35 ans.

Les travailleurEs de l'établissement d'Elmwood à Buffalo ont voté à 19 voix pour le syndicat et 8 contre, alors qu'au même moment, les travailleurEs du magasin de Camp Road à Buffalo ont voté contre la formation d'un syndicat à 12 contre 8.

À l'assaut d'un monstre

Les travailleurEs ont voté pour rejoindre le Starbucks Workers United, un affilié indépendant du Service Employees International Union (SEIU), l'un des plus grands syndicats du pays. « C'est un sentiment surréaliste et incroyablement excitant », a déclaré Casey Moore, barista dans l'un des magasins Starbucks de Buffalo. « J'ai hâte de voir d'autres baristas chez Starbucks et dans l'ensemble du secteur des services dire "s'ils peuvent le faire, nous pouvons le faire ici aussi". Nous pouvons changer le secteur des services ».

Cette petite victoire pourrait-elle constituer un tournant pour Starbucks et les autres travailleurEs des cafés et des fast-foods? Peut-être, mais les obstacles sont nombreux.

Les travailleurEs de Starbucks s'attaquent à un monstre. La valeur nette de Starbucks est de près de 20 milliards de dollars, avec quelque 33 833 magasins dans le monde employant 349 000 personnes. Aux États-Unis, il y a 9 000 magasins et 235 000 employéEs. L'entreprise se présente comme faisant partie de la communauté, promet l'inclusion de toutEs les employéEs sans distinction de race ou de sexe, et



DR

prétend être respectueuse de l'environnement. Elle appelle ses employés « partenaires », mais le salaire moyen est de seulement 12,27 dollars de l'heure, soit environ 21 750 dollars par an, ce qui ne permet pas de vivre correctement. Ceux qui travaillent plus de 20 heures par semaine ont droit à une assurance maladie pour eux-mêmes et leur famille, mais les employéEs doivent payer eux-mêmes cette assurance coûteuse.

Des obstacles à surmonter

Qui sont les travailleurEs de Starbucks? Un peu plus de 50 % des travailleurEs sont blancs, tandis que 8 % sont noirs et 27,5 % latinos. Les femmes représentent 70 % des effectifs. Et la main-d'œuvre est jeune, l'âge moyen étant de 27 ans. Quels sont les obstacles à la syndicalisation? Les travailleurEs états-uniens

peuvent obtenir la reconnaissance légale de leur syndicat par des votes supervisés par le gouvernement, comme l'ont fait les travailleurEs de Starbucks de Buffalo. Puisque le syndicat est maintenant reconnu, la loi exige que Starbucks négocie de bonne foi. Mais le fera-t-il vraiment? En 1985, les travailleurEs de deux établissements avaient réussi à s'organiser chez Starbucks, mais l'entreprise a bloqué les négociations. En même temps, la direction a organisé une campagne pour désaccréditer le syndicat (remettre en cause sa reconnaissance) et, en 1987, a réussi à s'en débarrasser. Starbucks pourrait aussi tout simplement fermer l'établissement syndiqué.

Aujourd'hui, de nombreux et nombreuses employéEs de Starbucks ne font que passer, tout en allant à l'université ou en réfléchissant

BURKINA FASO Un pays sous pression

Le Burkina Faso s'enfoncé dans une crise politique, humanitaire et sécuritaire. Les attaques djihadistes mettent en lumière les faiblesses d'un État gangréné par la corruption et l'incurie. Les mesures mises en place par le gouvernement ne font qu'aggraver la situation au détriment des populations.

Mercredi 8 décembre, le Premier ministre Christophe Joseph-Marie Dabiré a rendu son tablier, entraînant avec lui la démission de l'ensemble du gouvernement. Une manière pour Roch Kaboré, le président du Burkina Faso, de répondre à l'exaspération de la population.

Avancée des djihadistes

L'attaque qui a eu lieu contre la caserne d'Inata a été une véritable onde de choc à travers le pays. Elle a coûté la vie à 53 gendarmes. Les informations parvenues et largement reprises par les médias font état d'une caserne, située dans une des zones les plus dangereuses du pays, abandonnée du fait de l'indisponibilité d'un hélicoptère pour le ravitaillement. Ce tragique événement est révélateur de la désorganisation des Forces de défense et de sécurité (FDS) du Burkina. Désormais, toutes les semaines, radios et journaux égrènent le nombre de victimes des commandos djihadistes. Les premières attaques djihadistes datent de 2015. Elles étaient le fait

d'Ansarul Islam qui a cédé la place aux deux principaux groupes qui sévissent dans tout le Sahel, le GSIM affilié à Al-Qaïda et EIGS lié à l'État Islamique. Ces groupes gagnent du terrain face à une armée burkinabé sous-équipée et peu efficiente.

Les conséquences en termes humanitaires sont dramatiques. D'après les chiffres des Nations unies, plus d'un million de personnes ont été déplacées, fuyant les violences, et 3,5 millions ont besoin d'une assistance humanitaire.

Une société en crise

Les groupes djihadistes tentent de s'infiltrer dans les conflits entre les différentes communautés aux activités économiques autrefois complémentaires grâce à des processus de régulation et de médiation reconnus par toutEs. Depuis plusieurs années, notamment dans la région de Soum, les conflits entre, d'une part, les Mossi et Kurumba, majoritairement agriculteurs et, d'autre part, les Peuls, essentiellement bergers, portent sur les ressources en eau et les lieux de pâturage. À cela s'ajoutent les actes

de banditisme, notamment le vol de bétail. La circulation des armes de guerre augmente le nombre de victimes lors des échauffourées. Les djihadistes prospèrent sur ces conflits latents où pauvreté et désœuvrement sont le lot d'une grande partie de la jeunesse. Comme au Mali et au Niger, pays voisins du Burkina Faso, la communauté peule est considérée à tort comme acquise aux forces intégristes. Elle est victime de nombreuses violations des droits humains perpétrées par les FDS et les différentes milices communautaires d'autodéfense. Des violences encouragées par la totale impunité qui règne dans le pays. Le Burkina Faso, un des pays les plus pauvres de la planète, a triplé son budget militaire. Cependant les effets ne sont guère palpables sur le terrain. Ce sont les conséquences d'une corruption généralisée et d'une division au sein de l'armée datant des mutineries de 2011.

Un remède pire que le mal

En janvier 2020, deux mois après la tuerie contre des travailleurs de la compagnie canadienne SEMAFO,

à ce qu'ils vont faire de leur vie. L'entreprise a un taux de rotation annuel de 65 %, contre 12 à 15 % pour l'ensemble des travailleurEs aux USA. La plupart n'ont aucun engagement envers l'entreprise ou l'emploi, prévoient de partir et peuvent donc ne pas avoir d'intérêt pour un syndicat. Si les sondages montrent que 75 % des personnes âgées de 18 à 29 ans sont favorables aux syndicats, il n'en reste pas moins qu'aux États-Unis, seuls 6 % des travailleurEs du secteur privé sont syndiqués et seulement 1,3 % dans le secteur de la restauration.

Convaincre qu'il est nécessaire de se syndiquer

De plus, il est de notoriété publique que Starbucks s'oppose aux syndicats, de sorte que, dès le début, les travailleurEs peuvent se sentir intimidés; et l'entreprise a démontré qu'elle était prête à s'engager dans des actions antisyndicales, même illégales, pour se débarrasser des syndicats. Dispersés à travers le pays dans de petits établissements avec une moyenne de vingt employéEs qui se renouvellent rapidement, il peut être difficile d'établir un sentiment de solidarité et de force – même si comme l'ont montré les travailleurEs de Buffalo, c'est possible.

Le SEIU, avec 1,1 million de membres, a la taille et les ressources nécessaires pour soutenir une campagne de syndicalisation. Les travailleurEs seront-ils en mesure d'utiliser le SEIU, un leader du mouvement de lutte pour un salaire minimum à 15 dollars de l'heure, mais qui est aussi un syndicat bureaucratique et parfois peu démocratique?

Si les salariéEs parviennent vraiment à s'organiser chez Starbucks, ils montreront aux 500 000 autres employéEs des cafés et au près de 5 millions de travailleurEs de la restauration rapide qu'il est possible de s'organiser. Cela se fera par des contacts directs entre salariéEs afin de convaincre que tous ont besoin d'un syndicat sur leur lieu de travail.

Dan La Botz, traduction, n Henri Wilno

qui avait fait 38 morts et une soixantaine de blessés, Christian Kaboré a lancé la mise en place des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Il s'agissait de mettre sur pied des supplétifs à l'armée burkinabé. Le rôle des VDP est double : être une source d'informations et de renseignements pour les militaires et défendre les villages en attendant le renfort des FDS. Ces volontaires bénéficient d'une formation succincte de deux semaines et d'une kalachnikov. Cette mesure suscite des inquiétudes. D'abord ces VDP sont l'apanage des Mossi et Kurumba, puisque les Peuls volontaires sont la plupart du temps refusés car soupçonnés d'être en intelligence avec l'ennemi. Ensuite, armer les civils participe au risque d'augmenter les conflits intercommunautaires. Enfin, ces VDP sont désormais devenus la cible de choix des djihadistes, entraînant un accroissement des victimes civiles lors des attaques de villages. La crise au Sahel est d'abord une crise politique et sociale. Les dirigeants africains et occidentaux ont choisi d'y répondre par la force, non pas par stupidité, mais pour préserver la stabilité des systèmes postcoloniaux aux dépens des populations. C'est ainsi que des millions d'euros sont engloutis dans la guerre au lieu d'être investis dans les écoles, les centres de santé, et les autres secteurs du service public.

Paul Martial

RAPPORT Un monde de plus en plus inégalitaire

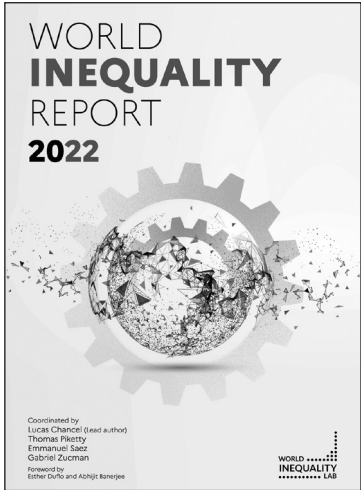
Depuis les années 1980, les inégalités de revenus et de patrimoine sont en augmentation presque partout, à la suite de programmes de dérégulation et de libéralisation. Cette tendance s'est accélérée pendant l'épidémie de Covid. Actuellement, les 10 % les plus riches de la planète captent 52 % du revenu mondial, tandis que la moitié la plus pauvre n'en gagne que 8 %. Les inégalités de richesse sont encore plus prononcées que les inégalités de revenus. La moitié la plus pauvre de la population mondiale est pratiquement dépourvue de patrimoine, puisqu'elle ne possède que 2 % du total. À l'inverse, les 10 % les plus riches en détiennent 76 %. La part de patrimoine détenue par les 0,01 % les plus riches est passée de 7 % à 11 % entre 1995 et 2021. Au sommet, les 0,001 % les plus riches représentent 55 200 adultes en 2021 au niveau mondial, et possèdent un peu plus de 6 % de la richesse mondiale, ce qui signifie que leur richesse est plus de 6 000 fois supérieure à la moyenne. Pour mettre cela en perspective, la richesse totale des 50 % les plus pauvres de la planète, un groupe qui est 50 000 fois plus important que les 0,001 % les plus riches, est trois fois plus petite (2 %).

La question du changement climatique
 Une des points les plus intéressants du rapport concerne la contribution au changement climatique. Les auteurs soulignent la liaison entre inégalité de revenus et de patrimoine et inégalité des contributions au changement climatique. En moyenne, les êtres humains émettent 6,6 tonnes d'équivalent

dioxyde de carbone (CO₂) par tête et par an, avec d'importantes disparités au sein de la population mondiale. Les 50 % les plus pauvres émettent en moyenne 1,6 tonne par an et contribuent à 12 % du total. Les 40 % du milieu émettent 6,6 tonnes en moyenne, soit 40,4 % du total. Les 10 % les plus riches émettent 31 tonnes (47,6 % du total). Les 1 % les plus riches émettent 110 tonnes (16,8 % du total). Près de la moitié de toutes les émissions sont donc dues à un dixième de la population mondiale, et un centième de la population mondiale (77 millions d'individus) en émet plus que toute la moitié pauvre de la population (3,8 milliards d'individus). Le rapport souligne une question fondamentale : contrairement à la présentation qui en est donnée couramment, cette inégalité n'est pas simplement une affaire qui opposerait pays riches et pays pauvres. Il y a de gros émetteurs dans les pays à revenus faibles ou moyens, et de petits émetteurs dans les pays riches. Selon les auteurs, en 1990, l'essentiel des inégalités mondiales en matière de carbone (63 %) était dû aux différences entre les pays : à l'époque, le citoyen moyen d'un pays riche polluant sans équivoque davantage que le reste des citoyens du monde. La situation s'est presque entièrement inversée en 30 ans. Les inégalités au sein des pays représentent aujourd'hui près des deux tiers des inégalités mondiales

en matière d'émissions. Cela ne signifie pas qu'il ne subsiste pas d'importantes (souvent énormes) inégalités d'émissions entre les pays et les régions du monde. En fait, cela signifie qu'en plus de la grande inégalité des émissions de carbone entre les pays, il existe également des inégalités encore plus grandes entre les individus et les groupes sociaux. En Europe, la moitié la plus pauvre de la population émet environ cinq tonnes par an et par personne ; en Asie de l'Est, elle émet environ trois tonnes et en Amérique du Nord environ dix. Le contraste est criant avec les émissions des 10 % les plus émetteurs de ces régions (29 tonnes en Europe, 39 en Asie de l'Est et 73 en Amérique du Nord).

« Pas d'issue sans mettre en question la concurrence »
 Le rapport conclut donc que l'ampleur de la transformation nécessaire pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre dans les pays riches ne pourra donc être atteinte si les inégalités environnementales et sociales ne sont pas intégrées dans la conception même des politiques environnementales. Les auteurs critiquent ainsi les taxes qui, comme la taxe carbone, frappent indistinctement riches et pauvres. Mais suffit-il de limiter les inégalités de patrimoine ? Dans le capitalisme, les 1 % le plus riches sont d'abord ceux qui ont le pouvoir parce que les membres de



ce groupe sont propriétaires des moyens de production. Ce sont eux qui déterminent investissements et orientations de la production, influencent les politiques des États. Ils sont la classe dominante. C'est ce pouvoir qui doit être remis en cause. Comme le souligne notre camarade Daniel Tanuro, auteur de plusieurs ouvrages sur la crise écologique, dans un texte récent qui s'appuie sur des données analogues, réduire les inégalités est nécessaire mais ce n'est pas suffisant : *« Il n'y a pas d'issue sans mettre en question la concurrence pour le profit, moteur du productivisme basé sur le droit de propriété capitaliste »*¹. **Henri Wilno**
 1 – Rapport du World Inequality Lab, en ligne sur <https://wir2022.wid.world/>
 2 – « Climat, inégalités et lutte des classes », sur gaucheanticapitaliste.org

CHILI Après la révolte de 2019, le retour des partisans de Pinochet ?

Le second tour de l'élection présidentielle le 19 décembre devra départager Gabriel Boric, candidat de la gauche rénovée mais gestionnaire du Frente Amplio (coalition incluant le PC) et José Antonio Kast nostalgique de la dictature, de son programme économique et son cortège de violences.

L'élection rejoue le bilan de la dictature de Pinochet (1973-1990) et l'on voit les deux camps s'opposer des slogans issus d'un passé qui ne passe pas : d'un côté un « no pasaran » qui peine à mobiliser et de l'autre un anti-communisme bruyant tout droit venu de la Guerre froide. Cette anomalie électorale, non exempte de dangers, trouve son origine dans l'absence de candidatures incarnant la révolte d'octobre 2019.

Deux coalitions et deux points faibles
 L'abstention populaire – qui a frôlé les 60 % dans les quartiers populaires de Santiago et dans les régions – en est une conséquence directe. La sur-représentation électorale des couches intermédiaires de la société, inquiétées par leur déclassement et aspirant au retour de l'ordre, a été illustrée par la percée de l'extrême droite en pourcentage y compris dans les régions du Nord chilien traditionnellement acquises à la gauche. Mais cette radicalisation xénophobe et aux relents néofascistes n'aurait pas



été possible sans l'affaïssement de la gauche dans son ensemble. Toutefois, sa qualification au second tour comporte des fragilités. En effet, si l'écart de voix entre Boric et Kast est faible, le nombre de voix de l'extrême droite correspond à quelques milliers près au nombre obtenu par les partisans du maintien de l'ancienne Constitution, suggérant des réserves de voix sans doute moins importantes. Les voix des partis laminés de l'alternance (démocrates-chrétiens et socialistes) et

celles du candidat indépendant surprise de droite devront donc se partager, mais en majorité se détournent de Kast. L'extrême droite d'ailleurs ne cache pas sa surprise et ses calculs. Nicolas Ibanez, porte-parole de l'aile dure du patronat chilien, ne s'en est pas caché, en expliquant sans fard que le désordre social et la crise économique seront tels qu'il vaut mieux laisser pourrir la situation, et pousser la gauche à se discréditer afin de préparer une solide alternance plus tard.

Kast aura du mal à gagner, mais Boric peut perdre
 Les sondages les plus crédibles du début de semaine donnaient une légère avance au candidat du Frente Amplio. Le voyage de Kast aux États-Unis, son évacuation lors d'une visite d'un quartier populaire sous les huées, l'exhumation du passé nazi de son père, les compromissions de sa famille pendant la dictature n'ont pas permis de rendre crédible sa campagne de second tour au-delà des convaincus. Boric a le soutien des principales centrales syndicales, du mouvement féministe, des associations étudiantes, et bénéficie encore à 35 ans d'un certain prestige de leader étudiant de la contestation d'il y a une décennie. Il a aussi le soutien de grands donateurs comme l'a révélé la fondation de statistiques indépendante SOL. Mais si Kast aura du mal à gagner, Boric peut perdre. Dès ses premières déclarations, le candidat de gauche a déserté sa base électorale pour être crédible auprès des milieux dirigeants avec un nouveau programme : expulsion des migrantEs, fermeture des frontières, maintien en prison des milliers de prisonniers politiques de la révolte sociale de 2019, allant même jusqu'à être absent la semaine dernière lors du vote à la Chambre pour la dépenalisation de l'avortement. Un bien mauvais signal pour mobiliser les milieux populaires et la jeunesse qui se sont abstenus. Mais les résultats du second tour inquiètent aussi les milieux d'affaires de Santiago, car dans les deux cas la stabilité ne sera pas au rendez-vous. **Tristan Katz**

BRÉSIL Lula et le PT veulent rassurer la bourgeoisie

Lundi 29 novembre au matin, Geraldo Alckmin [ex-gouverneur de l'État de São Paulo de 2011 à 2018] a participé à une réunion avec des représentants de Força Sindical, UGT (União Geral dos Trabalhadores), CST (Central Sindical de Trabalhadores) et CTB (Central Única dos Trabalhadores), à São Paulo. L'invitation à la réunion a été faite le vendredi 26 novembre et a été rapidement acceptée. La réunion a été marquée par des déclarations de soutien à la proposition adressée à Alckmin – qui quitte le PSDB (Partido da Social Democracia Brasileira) – d'être le vice-président de Lula pour les élections de 2022.

Alckmin a déclaré qu'il s'était préparé, à nouveau, à se présenter comme gouverneur de l'État de São Paulo, mais que *« l'hypothèse fédérale se présentait »* : *« Je me suis à nouveau préparé pour être gouverneur de l'État São Paulo. Mais l'hypothèse fédérale [le ticket Lula-Alckmin] s'est présentée. Les défis sont grands. Cette hypothèse est en voie de réalisation et je considère que cette réunion avec les quatre principales centrales syndicales est historique. »* L'initiative même de ces centrales syndicales à la recherche d'une convergence Lula-Alckmin indique que nous n'en sommes plus à un échange de civilités entre Alckmin et Lula. Le leader du Parti des travailleurs du Brésil (PT) n'a pas fait de déclaration. Cependant, des dirigeants importants du parti – comme le sénateur Jaques Wagner (sénateur de l'État de Bahia, dont il fut aussi le gouverneur) – se sont prononcés en faveur de cette proposition.

Une erreur historique
 Lula et le PT recherchent Alckmin afin de calmer la bourgeoisie et de dégonfler les tentatives des secteurs du capital de présenter une candidature de « troisième voie ». L'approche du PT et de Lula constitue une importante erreur : les gestes de la gauche pour gagner la « confiance » de la droite ne garantissent rien. Dilma Rousseff, après sa réélection [en 2014], a nommé une personne issue du monde de la finance à la tête du ministère de l'Économie¹. Joaquim Levy a appliqué un plan d'ajustement structurel sévère en 2015, ce qui n'a pas empêché la classe dirigeante, dont Alckmin et le vice-président de l'époque, Michel Temer, de soutenir le coup d'État constitutionnel de 2016 contre Dilma Rousseff. Les alliances avec la droite conduisent à la renonciation au programme de la gauche. Pour gagner la « confiance » de la bourgeoisie, Lula ne pourra pas s'engager, par exemple, à abroger l'héritage du coup d'État de 2016. La contre-réforme de la sécurité sociale et du travail, les privatisations, toutes les attaques démocratiques et sociales appliquées dans la dernière période, ne devraient-elles pas être annulées par un nouveau gouvernement de gauche ? Comment répondre aux revendications (portant sur l'alimentation, l'emploi, le logement, l'éducation, la santé, le droit à la vie et à la culture) de la population laborieuse et opprimée, en s'alignant aux côtés d'Alckmin, le bourreau du peuple de Pinheiro² ? Comment combattre en profondeur le racisme structurel, qui est à l'origine de nos inégalités sociales abyssales, sans affronter en profondeur les privilèges séculaires de la bourgeoisie ? Continuer sur cette voie signifie abandonner le programme de défense des masses populaires et de changements structurels du pays, provoquant le découragement dans les rangs de la gauche, suite à un programme réduit dans le but de plaire aux « élites ». Une orientation qui implique une capacité amoindrie de susciter l'enthousiasme de la classe ouvrière en vue de perspectives de changements. Plus que jamais, il est nécessaire de se battre pour une candidature unie de la gauche, sans Alckmin et la droite.

Esquerda Online
 1 – Joaquim Levy, président de Bradesco Asset Management, filiale de Bradesco, la deuxième banque privée du Brésil.
 2 – Des milliers d'habitantEs furent brutalement chassés de leurs habitations, en janvier 2012, par la Police militaire, du « quartier » qu'elles avaient bâti et qui était situé à São José dos Campos, dans l'État de São Paulo, cela alors qu'Alckmin était gouverneur de l'État.
 Version intégrale sur alencontre.org



EN FRANCE COMME AILLEURS, LA POLITIQUE MIGRATOIRE TUE

Durant cette campagne électorale pour l'élection présidentielle, l'immigration et « l'insécurité », thèmes de prédilection de l'extrême droite fascisante, sont ressassées jusqu'à la nausée. Cela fait des années que les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, mènent une politique de rejet des étrangers dont on parle en termes de flux, de chiffres, des non-humains qui ne seraient que source que de problèmes et de dangers.

Cette politique migratoire répressive vient de loin. Elle s'inscrit dans une longue histoire coloniale avec un État français miné par le racisme, avec au pouvoir durant de longues années une classe politique de droite ultra réactionnaire puis une gauche « socialiste » et « communiste » nationaliste ayant aussi mené des politiques coloniales. Sans remonter trop loin, un durcissement contre les migrantEs s'est produit au début des années 2000 avec Sarkozy et la politique du chiffre dans le nombre d'expulsions de sans-papiers. Malgré la rupture annoncée par François Hollande, la politique migratoire durant son mandat s'est poursuivie sur les mêmes bases. Elle a eu un effet dévastateur sur la population en légitimant et justifiant une méfiance généralisée à l'égard des étrangerEs.

Des politiques durcies sous la présidence de Macron

Malgré l'image humaniste dont il aime se parer, Emmanuel Macron a durci cette politique au point de reprendre une partie du programme du RN à l'encontre des migrantEs. D'ailleurs Marine Le Pen s'est réjouie d'une « victoire politique de son camp »... Et voici de quoi se vante Macron : « *Le taux d'acceptabilité de l'immigration dans notre pays est de plus en plus bas* ». Et l'on se souvient de ces propos honteux : « *Il faut protéger l'Europe contre les flux migratoires irréguliers importants* », quand des milliers d'AfghanEs tentaient de fuir après la prise de Kaboul par les Talibans.

Il y a eu la loi « asile-immigration » de Gérard Collomb, qui avait d'abord mis le feu aux poudres en autorisant les contrôles d'identité dans les centres d'hébergement, les transformations successives du Céseda¹ qui ont, entre autres,

prolongé la durée d'enfermement dans les centres de rétention administrative (CRA), désormais jusqu'à 6 mois renouvelables ! Les retenuEs y sont tellement maltraités et désespérés qu'un homme s'est donné la mort le 23 novembre dernier au CRA de Oissel (76) et trois autres ont tenté de se suicider.

Machine administrative à fabriquer des sans-papiers

Le tout-répressif est à l'honneur avec la priorité donnée à l'enfermement, l'assignation à résidence, la traque et l'expulsion des sans-papiers menées comme une guerre. Les préfectures multiplient les obstacles pour ne pas les régulariser. La circulaire Valls permettant la régularisation des parents d'enfants scolarisés n'est plus appliquée par un certain nombre de préfectures. Les gens ne s'en sortent plus, avec une somme de documents infernale, de preuves à présenter, toujours suspectées d'être des faux. Et cela s'est encore aggravé avec le Covid : les rendez-vous en ligne sont accordés avec trois, quatre, cinq mois de délai, ou bien tout simplement impossibles à obtenir. Les Obligations de quitter le territoire français (OQTF) tombent en masse, assorties d'Interdictions de retour sur le territoire français (IRTF). Les jeunes majeurEs scolarisés sont menacés d'expulsion en cours d'année scolaire. Les mineurEs non accompagnés (MNA) sont toujours suspectés de tricher sur leur âge et voient leur reconnaissance de minorité refusée, notamment avec la pratique des tests osseux reconnue légale par le Conseil constitutionnel. L'ordre est donné aux préfectures d'exécuter les OQTF. Avec la reprise du trafic aérien, les embarquements forcés de réfugiéEs se multiplient. Cette politique est une machine à fabriquer les sans-papiers, qui

remplissent les centres d'hébergement d'urgence que la préfecture de Seine-Maritime et d'autres interdisent maintenant aux personnes en situation irrégulière.

MigrantEs maltraités, pourchassés, poussés à fuir

Les frontières se ferment, à Calais (où l'on construit un mur), à Ouistreham, à la frontière espagnole, dans les Alpes du Sud et du côté de Menton. Dans de nombreuses villes, les migrantEs vivant à la rue sont maltraités par les forces de l'ordre qui jettent leurs affaires à la benne à ordures, détruisent leurs campements, lacèrent leurs tentes, les privent de leurs couvertures même sous des températures hivernales. Des adultes et des mineurEs sont reconduits à la frontière, sans qu'ils et elles aient eu la possibilité, parfois, de demander l'asile. Alors, les exiléEs partent sur des embarcations de fortune et meurent, comme les 27 noyéEs récemment dans la Manche qui est en train de devenir un cimetière comme la Méditerranée.

Le gouvernement Macron comme d'autres dirigeants de l'UE ne veut pas les accueillir. Allez où vous voulez dans le monde, mais pas ici ! Lâchement Macron demande à d'autres pays comme la Turquie, la Libye, en échange d'euros, de les empêcher de partir. La France a décidé de réduire de 50 % l'octroi de visas aux AlgérienEs et MarocainEs, de 30 % aux TunisienEs, face au refus de ces pays de rapatrier leurs ressortissantEs en situation irrégulière... Les étrangerEs réfugiéEs sont devenus des non-humains. On peut exercer sur eux, sur elles, les violences les plus brutales. On peut s'arroger le droit de les tuer ou de les laisser mourir. Cela doit cesser.

Dominique Pierre

1 – Code de l'entrée et du séjour des étrangerEs et du droit d'asile.



L'EUROPE, UNE DANGEREUSE FORTERESSE

Après avoir survécu à 1000 dangers, arrivés aux frontières de l'UE, les migrantEs se heurtent alors à l'Europe forteresse. Instituée pour protéger les frontières extérieures de l'espace Schengen, elle a pour principal outil Frontex, l'agence européenne des gardes-frontières et gardes côtes.

Frontex a été créée en 2004 puis développée, en termes d'objectifs et de financements, depuis 2016 après l'année qui a vu arriver un million de réfugiéEs, suscitant la discorde entre des États européens déjà bien divisés sur de nombreuses autres questions. Ses prérogatives sont immenses. Le cœur de ses missions est étroit : empêcher toute immigration « illégale ».

La chasse aux migrantEs est ouverte aux frontières de l'UE

Frontex a pour première mission d'effectuer une « analyse des risques » selon les pays d'origine. Pour l'UE, le risque ce n'est pas la survie, la santé ou l'accueil des migrantEs, mais le danger d'un afflux important d'étrangerEs, la peur d'être débordée par un « grand remplacement » qui ferait trembler l'UE, sa civilisation, sa culture, ses religions chrétiennes...

Frontex assure le contrôle des flux migratoires et la gestion de ceux-ci par des recommandations insistantes auprès des États membres. L'agence peut ainsi intervenir directement dans un État « débordé » (!) si celui-ci le demande, et même s'il ne le demande pas, sur décision



du Conseil de l'Europe. Par exemple, en 2018, avec l'opération Minerva, Frontex a envoyé des agents pour aider l'Espagne à mieux contrôler, c'est-à-dire à trier et à mieux renvoyer, des passagerEs arrivant en ferry du Maroc.

L'agence travaille en coopération étroite avec Europol et les polices de chaque État membre. Elle assure une veille permanente et une lutte incessante contre

l'immigration clandestine et contre la criminalité transfrontalière dont celle des passeurs. Elle organise les retours contraints des migrantEs, notamment avec des avions qui passent d'État en État pour être remplis, ce qui s'apparente à des sortes d'« expulsions collectives » dénoncées fortement par les associations et les magistrats. Outil administratif, technique et doté de réels pouvoirs, Frontex

AIR ONTIÈRES

re a rappelé, à qui s'obstine encore à refuser la Journée internationale des migrants et des dossier aux politiques anti-migrantEs, aux niveaux et des revendications essentielles: l'ouverture ouTEs les sans-papiers.

supplante leur pseudo démocratie européenne. Ce qui fait dire à la Cimade que « *Frontex est LA pierre angulaire de l'espace de liberté, de sécurité et de justice de l'Union européenne* ». Elle revendique de nombreux sauvetages en Méditerranée. Elle communique moins sur les dizaines de milliers de morts en Méditerranée ou dans la Manche. Et fait régulièrement porter la responsabilité sur les seuls passeurs.

Une absence totale de contrôle démocratique
L'agence Frontex est complètement indépendante de la seule instance européenne élue de l'UE, le Parlement européen. Ses orientations politiques sont décidées par le Conseil de l'Europe, dans le secret des cénacles de chefs d'État. Elle est juge et partie dans son fonctionnement. Ainsi, des faits de maltraitance de migrantEs ont été dénoncés par plusieurs associations humanitaires, et bien documentés par une enquête large de plusieurs médias, le site Correctiv, le journal *The Guardian*, la chaine allemande MRD. Des faits très graves comme des jets de spray au poivre, des traques avec chiens, des coups, voire des abus sexuels. L'un des seuls droits des migrantEs qui arrivent sur le territoire, celui de déposer une demande d'asile, a été bafoué, des personnes ont été renvoyées manu militari dès le passage de la frontière, notamment dans les cols du Briançonnais. Des mineurEs non accompagnés ont aussi été rejetés. Malgré des plaintes, l'agence

a classé sans suite... Frontex c'est un peu l'idéal pour un proto État autoritaire, un modèle pour les États réactionnaires.

Des moyens financiers faramineux

Le budget de Frontex est en expansion depuis sa création. Pendant les premières années, Frontex utilisait essentiellement des agents des États membres mis à disposition pour une durée déterminée, douaniers, agents des PAF, policiers, informaticiens. Mais en 2019, la Commission européenne a proposé un corps permanent d'agents. Ils sont 5000 aujourd'hui et seront 10 000 en 2027. Le budget de 1,3 milliard en 2020 doit passer à 5,14 milliards en 2027. Ce budget est consacré aux salaires ainsi qu'à l'achat et/ou l'entretien de technologies militaires. À ce jour, 21 avions, 27 hélicoptères, 116 navires. Ainsi que des matériaux de construction de murs, de centaines de kilomètres de barbelés, de radars mobiles, des détecteurs de CO₂, des détecteurs de battements cardiaques, des lunettes de vision nocturne, d'armes létales et non létales...

Avec de plus en plus d'organisations, nous exigeons la suppression de Frontex, la destruction des frontières et de tous les outils de guerre déployés contre des centaines de milliers de réfugiéEs. Il faut supprimer les frontières, employer le budget aujourd'hui bloqué par Frontex dans l'aide, l'accueil, le soutien à tous les étrangerEs qui quittent leur pays.
Roseline Vachetta

SOLIDARITÉ ENTRE LES FEMMES DU MONDE ENTIER!

Les violences patriarcales poussent les femmes et les personnes LGBTI à fuir leurs pays d'origine et à demander l'asile en Europe. Elles sont exposées tout au long de leur parcours migratoire à la violence, à l'exploitation sexuelle et au travail forcé, à l'enfermement dans les réseaux de traite – y compris dans les pays européens –, impliquant traumatismes et dangers pour elles-mêmes et leurs enfants.

Persécution spécifique

Mais, arrivées au sein de l'espace Schengen, le calvaire n'est pas fini. En dépit des principes

Poussées par la misère, les conséquences du dérèglement climatique, les guerres, les femmes représentent aujourd'hui plus de la moitié des migrantEs.

énoncés dans plusieurs directives européennes (la convention de Genève et celle d'Istanbul qui reconnaissent comme une forme de persécution spécifique la violence de genre), ces motifs ne sont pas automatiquement retenus pour accorder le droit d'asile.

Et que dire de l'accueil indigne, des structures d'hébergement inadaptées, de l'absence de soutien psychologique!

En juin à Nice, l'ensemble du mouvement féministe s'est

retrouvé dans une manifestation européenne qui a rassemblé plus de 5 000 personnes. Un premier pas pour rendre visible le sort des sans-papiers trop souvent invisibilisés dans les luttes collectives pour la régularisation. Cette action se prolonge par une pétition européenne en direction de la Commission européenne, du Parlement européen ainsi qu'auprès des gouvernements européens de l'espace Schengen. Une action de mobilisation pour 2022 est en cours de discussion.

Au moment où Macron s'apprête à prendre la présidence de l'UE, rappelons nos exigences :

- Garantir l'accès au droit d'asile pour les femmes et personnes LGBTI
- Face à la répression et aux violences multiples que vivent les femmes et les personnes LGBTI qui viennent chercher refuge en Europe, unir nos forces
- La répression n'a pas de frontières, notre solidarité non plus!

Claude Mamounia

AVEC LES MIGRANT·E·S, POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION!

La seule réponse efficace face à la tragédie que vivent les migrantEs est de refuser de considérer les migrations comme un « problème », et de s'unir pour satisfaire les besoins sociaux de millions de femmes et d'hommes, migrantEs et « autochtones ». Nous exigeons que les pays les plus riches soient terres d'accueil.

► Se déplacer est une pratique inhérente à l'espèce humaine.

Cela doit être un droit, indépendamment des motivations qui conduisent à migrer. Des millions de personnes sont forcées d'émigrer pour échapper à la misère, à la pauvreté, à la guerre, aux catastrophes environnementales, au manque de perspectives d'avenir. Nous revendiquons le droit d'asile pour celles et ceux qui fuient la guerre et les persécutions. Mais aussi un accueil digne pour touTEs les migrantEs, sans faire de distinction entre les migrantEs dits « économiques » et les réfugiéEs. Cela doit être la priorité dans tous les pays – en particulier ceux où la répression des migrantsE est la plus forte – et toutes les organisations de gauche devraient se battre pour l'octroi de pleins droits à touTEs les migrantEs, en accordant une attention particulière aux femmes, aux populations racisées, aux personnes LGBTI, aux

musulmanEs et aux mineurEs, qui souffrent de multiples formes de discrimination et d'oppression.

► La liberté d'installation et de circulation est la seule mesure qui pourrait enrayer l'hécatombe sur les chemins de l'exil.

Ouvrir les frontières, c'est permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres. C'est faire disparaître la clandestinité et les passeurs. Quand les marchandises et les richesses circulent librement sur la planète, quoi de plus normal que les êtres humains veuillent en faire autant? Chaque personne a le droit fondamental de vivre dignement et de jouir de tous les droits politiques et sociaux du pays où elle réside. Ce droit relève de la justice sociale, qui s'affranchit des frontières géographiques. La seule frontière est la frontière sociale universellement déployée qui oppose les exploiters aux exploités.

► Nous cherchons à construire des mouvements antiracistes et antifascistes, contre les agents du racisme institutionnel et social, en commençant par l'État français.

Les aspects culturels et politiques de cette lutte sont inséparables. Afin de contrer l'idéologie discriminatoire et raciste, le travail au niveau culturel et éducatif est vital. Mais il est également crucial de revivifier les luttes sociales, pour conquérir des droits et du pouvoir pour touTEs les travailleurEs, en rendant visible dans la pratique le lien entre le racisme et le fonctionnement du capitalisme. Dans ce sens il est important d'agir pour que les luttes antiracistes et de solidarité avec les migrantEs soient partie prenante du mouvement ouvrier, syndical et politique. Elles doivent être menées avec les travailleurEs car leurs ennemis et leurs intérêts sont les mêmes.

► **Nous soutenons l'auto-organisation des migrantEs**, car leurs luttes partent de leurs spécificités et de leurs exigences particulières, en cherchant à établir les liens nécessaires avec les questions de discrimination de classe, de genre et de racisme.

► **Nous devons tenter par tous les moyens d'établir des liens avec les associations, les organisations, les partis d'autres pays qui agissent pour la solidarité et la défense des intérêts des migrantEs.** Dans différents pays européens, de nombreuses associations se mobilisent contre le traitement inhumain infligé aux migrantEs. Notre tâche urgente est de construire un courant internationaliste, qui combat les courants réactionnaires, nationalistes et racistes qui se développent actuellement en Europe et dans le monde.

DES REVENDICATIONS SOUTENUES PAR LE NPA

► **Des moyens pour un accueil digne et non pour la répression;**

► **Régularisation de tous les sans-papiers;**

► **Fin des expulsions;**

► **Fermeture des Centres de rétention administrative (CRA);**

► **Citoyenneté de résidence dès que quelqu'un arrive sur le territoire, c'est-à-dire l'égalité des droits: droit à la scolarisation, droit à la santé, droit à des revenus, un toit pour toutes et tous, droit de vote des étrangerEs résidant en France à toutes les élections;**

► **Abrogation du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda), de la loi asile-immigration du gouvernement Macron et de toutes les lois limitant l'octroi du droit d'asile et l'accès à la régularisation;**

► **Prise en charge des mineurEs non accompagnés (MNA) par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), comme le prévoit la loi;**

► **Démantèlement de Frontex;**

► **Création d'un instrument de sauvetage et d'aide humanitaire international.**



AUTOMOBILE Renault veut gagner le titre de champion de la régression sociale

Un nouveau plan de compétitivité a été négocié depuis le mois de septembre chez Renault. Les mêmes recettes que celles de l'époque Ghosn, mais en pire, sont appliquées.

La casse de l'emploi se poursuit avec 1683 nouvelles suppressions d'emplois prévues non pas dans les trois ans qui viennent, mais dès 2022. Ces suppressions d'emplois concernent principalement les secteurs de l'ingénierie tertiaire. Elles se feraient, en plus des démissions et des départs anticipés pour raison d'âge, largement grâce à l'innovation Macron des « ruptures conventionnelles collectives » : on pousse les gens à la démission moyennant quelques primes sans passer par le cadre formel des licenciements qui sont encore soumis à certaines règles légales. Renault a clairoonné que ce nombre de 1700 suppressions d'emplois serait inférieur à celui de 2000 initialement prévu. Il ne faut pas voir dans cette baisse le résultat de l'ardeur revendicative des syndicats signataires : c'est la conséquence d'un nombre de départs supérieur à ce que la direction avait anticipé, principalement des démissions d'ingénieurs trouvant des emplois mieux payés ailleurs. En revanche les ruptures conventionnelles collectives, au nombre de 1424 lors du dernier plan, n'avaient pas atteint l'objectif fixé à 2000. Mais Renault tient aux RCC appliquées dans les secteurs que Renault veut éliminer : 1153 sont prévues d'ici à 2022. Au moment où toute l'industrie automobile est engagée dans un changement technologique d'une importance inédite avec la fin programmée des moteurs thermiques à essence et diesel, une véritable purge est en cours dans les effectifs de l'ingénierie Renault.

La fin des augmentations générales de salaire ?

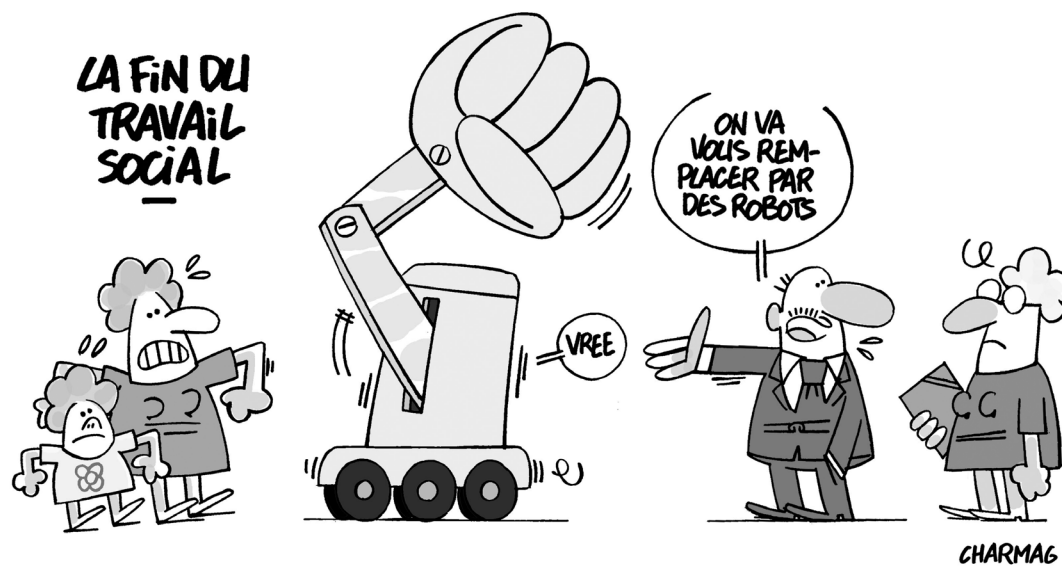
Le nouveau plan triennal vise touTEs les salariéEs de Renault avec la fin des augmentations générales de salaire, remplacées par des augmentations individuelles à la discrétion des petits et grands chefs. Il restera l'intéressement faisant dépendre ce qui est versé de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise. Alors que l'augmentation des prix pèse de plus en plus sur touTEs les salariéEs, cette volonté de supprimer les augmentations générales de salaire fait remonter très loin en arrière la régression sociale. Ce nouveau plan triennal prolonge partout la chasse aux économies dans tous les domaines. Ainsi des heures supplémentaires qui seraient plafonnées à 25% comptées au mois, et une pause de 20 minutes qui ne sera plus payée aux nouveaux embauchés et aux intérimaires et sera sortie du salaire de base pour les salariéEs déjà sous contrat Renault. Cela deviendrait pour eux une « garantie accessoire » dont les modalités seraient définies après la signature de l'accord. C'est dans l'usine de Cléon que les actions contre ces annonces patronales ont été les plus importantes. Des débrayages hebdomadaires ont réuni, jusqu'au 7 décembre, chaque fois plusieurs centaines de salariéEs, alors qu'un chômage technique frappe l'usine ces dernières semaines. Dans les sites de Lardy, Le Mans et Villeroy, des mobilisations plus limitées ont aussi eu lieu. La résistance doit continuer !

Correspondants Renault

TRAVAIL SOCIAL

Le 7 décembre, une grève historique

La grève du 7 décembre dans le secteur social et médico-social a été une démonstration de force. Avec plus de 100 initiatives et plus de 55 000 manifestantEs (10 000 le 3 décembre 2020), cette journée est considérée comme historique pour ce secteur.



de collègues : découragement, arrêts maladie, démissions, mi-temps thérapeutiques, etc. Il y avait également des étudiantEs venus pour dénoncer leurs conditions de vie précaires, des stages qui manquent cruellement et du niveau indigne de la gratification. Le patronat du secteur a bien conscience du mécontentement des salariéEs et tente de profiter de cette colère pour avancer sur son plan de casse des conventions, et il organise cyniquement ses propres rassemblements en y appelant les salariéEs... en concurrence avec les initiatives syndicales ! C'est donc une course de vitesse qui est déclenchée entre salariat et patronat sur le terrain des initiatives.

Une nécessité d'organiser la suite par la base

Plusieurs assemblées générales de grévistes ont été organisées dans différentes villes. Une AG nationale, avec la participation de différentes régions, a également eu lieu le lendemain. Cette AG en ligne a permis de réunir une centaine de grévistes pour faire

un bilan du 7 décembre et de discuter des suites, montrant une volonté de se mobiliser à nouveau très vite. L'AG nationale, forte du retour des AG locales, a décidé d'une feuille de route : actions jusqu'au 15 janvier pour faire pression sur la conférence salariale ; nouvelle grève nationale le 1^{er} février. Les prochaines AG devront être encore plus investies par les grévistes pour décider collectivement des suites du mouvement et ne pas être dépossédés de leur mobilisation par les directions syndicales. En effet, le 11 janvier 2022, posé unilatéralement comme prochaine date de grève par la fédération CGT Santé et action sociale depuis plusieurs semaines en est un exemple. Cette date fait malgré tout écho auprès des collègues puisque la conférence salariale annoncée par Castex devrait se dérouler avant le 15 janvier. Cet appel vient d'être rejoint par la CGT Services publics. Une rencontre intersyndicale avec les rencontres nationales du travail social en lutte se tenait le 15 décembre.

Faire du 1^{er} février une grève encore plus forte !

Sil'enjeu est de réussir une montée en puissance du mouvement, est-ce réalisable d'ici le 11 janvier ? Le débat s'est mené en AG. Beaucoup estimaient prématuré

d'annoncer la prochaine grande date de grève juste après les vacances de fin d'année, ne laissant que trop peu de temps à la préparation concrète des AG et des piquets de grève, ainsi qu'à la construction de l'unité syndicale. En effet, pour que les collègues repartent massivement en grève, un travail de fourmi devra être à nouveau fourni par l'ensemble des forces : AG, diffusions de tracts, interventions dans les écoles, collages, actions... Se doter de 15 jours de plus, en parlant du 1^{er} février, a semblé nécessaire à une majorité de collègues, pour amplifier la lutte.

Les collectifs et syndicats des rencontres nationales doivent œuvrer à convaincre collègues et syndicats de s'unir autour de cette journée de grève, qui devra être reconduite si la colère monte encore d'un cran. Un 1^{er} février qu'il faudrait populariser pour servir d'appui à la décision d'une date interprofessionnelle. Ce n'est qu'en conservant l'unité précieuse du mouvement et sa dynamique qu'un véritable rapport de forces avec le patronat s'imposera et que les revendications des salariéEs du secteur pourront être entendues et victorieuses. Le 7 décembre n'est pas une fin en soi, il n'est que le début d'un potentiel mouvement d'ensemble des salariéEs du social et du médico-social.

Comité Travail social 92 Nord

NANTERRE Succès pour le meeting de campagne la fête du NPA Hauts-de-Seine

Militants et militantes d'entreprises qui ont été en lutte ces dernières années, comme La Poste ou TUI, de l'éducation, de la jeunesse scolaire : nombre de camarades et d'amies qui se sont mobilisés aux côtés de membres du NPA 92 ces dernières années sont venus partager un moment de discussions et de convivialité, avec de « nouvelles têtes » attirées par la présence de Philippe Poutou.

Avec les sans-papiers et les sans-facs

La fête s'est ouverte avec la projection du film *Victoire*, retraçant la grève de quinze mois de 150 postierEs des

Samedi 11 décembre, la fête du NPA Hauts-de-Seine a réuni 120 personnes, venues notamment assister au meeting de Philippe Poutou. 90 sont restées pour partager un repas convivial, et la soirée s'est terminée sur la piste de danse !

Hauts-de-Seine en 2018-2019, en présence dans la salle de plusieurs des acteurs et actrices de cette lutte. Lors du meeting, la parole a d'abord été donnée à un camarade gréviste sans-papier de la société de nettoyage CPN, sous-traitant de la mairie de Sèvres. Deux militantes du mouvement des sans-facs de Nanterre ont, le temps de la soirée, quitté l'occupation du bâtiment administratif de la fac pour se joindre à la tribune et lancer un appel à venir les rejoindre. Les sans-facs et



leurs soutiens, qui s'apprêtaient à passer leur 45^e nuit d'occupation, étaient d'ailleurs connectés à distance au meeting !

Enfin, Armelle Pertus, enseignante à Gennevilliers et porte-parole de la campagne, Gaël Quirante, syndicaliste de La Poste dans les Hauts-de-Seine et membre de la direction du NPA, et Philippe Poutou, ont tracé les lignes de notre campagne présidentielle. Une campagne qui s'adresse à ceux et celles qui, à l'image du milieu présent à la fête, refusent de baisser la tête face aux offensives anti-sociales, et veulent en finir avec toute cette société !

CorrespondantEs

SAM Un soutien toujours massif à l'usine occupée

La SAM, après le refus par Renault de la dernière offre de reprise et la mise en liquidation judiciaire, est occupée depuis le 22 novembre 2021. La lutte dure sans discontinuer depuis la fuite du dernier repreneur, un simple chasseur de primes. Sans patron sur place, l'usine a continué à produire des pièces pour Renault, grâce au collectif constitué par les salariéEs et leur seul syndicat présent dans l'usine, la CGT.

Le rassemblement tenu devant la SAM le 9 décembre, un soir d'hiver déjà rigoureux dans le nord Aveyron, a encore réuni plus de 2500 personnes. Sur un long mur de l'usine, des centaines d'affichettes, retraçant ancienneté et parcours dans l'usine de

chacune et chacun des salariéEs de la SAM dont l'emploi vient d'être supprimé : un livre ouvert des dégâts, un par un, une par une, de la casse patronale. Oui la détermination est toujours présente, qui soutient encore la résistance d'un collectif de travail et de lutte toujours soudé,

SALAIRES Mobilisation chez Sanofric

Selon la CGT Sanofi, « chaque salarié a fait gagner 40 000 euros de dividendes aux actionnaires cette année ». Pourtant la direction ne veut pas mettre grand chose sous le sapin de la NAO, la négociation annuelle obligatoire.

La boîte propose une ridicule augmentation collective de 0,8 %, alors que les salaires sont quasiment gelés depuis 8 ans, que la charge de travail augmente... et que les profits explosent ! Sanofi a distribué 12,3 milliards d'euros de dividendes, en hausse de 340 % ! Alors, les 25 novembre et 8 décembre, un millier de salariéEs se sont mobilisés, ont fait grève, ont bloqué, à plus d'une centaine, la production du Doliprane sur le site d'Amelly, ou ont forcé les grilles de Sanofi Croix de Berny pour envahir la salle de réunion de la NAO.

Salaires, emploi, conditions de travail

Les salaires étaient au cœur de la colère, bien sûr, mais aussi l'emploi et de l'absence de Sanofi dans la lutte contre le covid, pour des raisons purement financières. Avec les gains de productivité, Sanofi veut remplacer quatre départs par une seule création de poste. Et encore, le poste créé pourra être attribué à un salarié déjà en CDI dans le groupe. Sanofi a fermé l'an dernier 400 postes en recherche, en pleine pandémie !



CGT SANOFI

Le groupe France a fondu de 29 000 à 24 000 salariéEs. La CGT oppose l'exigence de la réduction du temps de travail à 32 heures et la semaine de quatre jours, s'appuyant sur les expériences de Bosch Rexroth dans le Rhône. Il faudrait aussi parler des tentatives d'externalisation du secteur chimie, comme à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, où les salariéEs ont été en grève. Là où la direction vante « la souveraineté sanitaire de l'Europe », Vincent Pochon, délégué syndical Sud Sanofi, craint surtout

« la grande braderie du secteur chimie de Sanofi, moins rentable, et donc la perte des acquis des salariés de la branche », à travers la création d'une nouvelle entité, EuroAPI, qui va regrouper les six usines européennes chimie, dont Sanofi détient seulement 30 % du capital, avec une entrée en bourse prévue en 2022. Sanofi a abandonné son candidat vaccin covid à ARN messenger, prétextant « que la santé publique n'a pas besoin d'un nouveau vaccin ». Ce à quoi la CGT et Sud lui ont

répondu que seule l'absence de rentabilité avait fait abandonner le vaccin Sanofi. La CGT qui exige de « libérer la propriété intellectuelle afin de mettre à disposition de l'humanité » le vaccin, ayant « la certitude que les pays les plus en manque de vaccins trouveront les moyens industriels pour une production de masse à coûts réduits ». Le médicament n'est pas une marchandise, la santé n'est pas un produit financier, les salariéEs ne sont pas une variable d'ajustement !

Correspondants

POITIERS Rassemblement pour la régularisation des sans-papiers

Une centaine de personnes se sont retrouvées ce mercredi 8 décembre de 16h à 18h, dans un froid bien présent, pour porter la revendication de régularisation de plusieurs familles de sans-papiers vivant à Poitiers.

Une délégation composée des différentes associations de soutien et des familles a été reçue par la sous-préfète. Malheureusement, même si on s'y attendait, la violence de l'État vis-à-vis d'êtres humains a été encore une fois au rendez-vous.

Régularisations au compte-gouttes

Les sans-papiers ne sont pas vus comme des personnes mais comme des statistiques, comme des problèmes. La politique du gouvernement est bien relayée ici : il faut expulser. Les régularisations



NPA

se font donc rares et elles sont souvent distribuées au compte-gouttes, ce qui a tendance à diviser

les personnes en lutte. Rappelons que nous nous positionnons pour la régularisation de tous les

sans-papiers, pour la liberté de circulation et d'installation, pas pour l'immigration choisie ! Même s'il est vrai que cette première bataille perdue peut avoir un côté démoralisant, la niaque doit revenir pour construire la mobilisation la plus forte, la plus large, contre le gouvernement et sa politique raciste, contre les idées racistes en général et pour un accueil digne de toutes et tous. Rendez-vous est d'ores et déjà donné pour le samedi 18 décembre à 15 h devant la mairie de Poitiers, contre le racisme et pour les solidarités !

NPA Poitiers

BRIVE Le scandale des faux patientEs pour « tester » les personnels hospitaliers

Non ce n'est pas une « fake news », mais une invraisemblable et scandaleuse réalité.

En pleine vague de Covid-19, alors que les services hospitaliers sont au bord de la rupture et que les personnels n'en peuvent plus, la direction du Centre hospitalier de Brive (Corrèze) a envoyé dans les services de l'établissement des acteurs jouer pendant dix jours les faux malades, pour tester la « qualité de l'accueil ».

La supercherie a été découverte quand l'un de ces « acteurs », simulant un patient schizophrène en crise, a longuement paralysé le fonctionnement d'un service de psychiatrie. Il a été contraint de se dévoiler par crainte de recevoir une injection afin de le calmer. Pendant que l'équipe soignante était mobilisée sur ce prétendu cas, d'autres patientEs, nécessitant elles et eux de réels soins urgents, attendaient dans un couloir.



NPA

Hôpital-entreprise

La direction entendait ainsi préparer la « certification » de l'établissement, obtenue sur le modèle de l'entreprise privée, par la visite « d'experts visiteurs » jugeant la qualité des soins sur des « critères » technocratiques, ne prenant pas en compte les conditions réelles de travail dans l'établissement – par exemple le manque de personnel.

Si la direction de l'établissement est responsable de ces méthodes honteuses et doit rendre des comptes, elle n'a fait que s'inscrire, de manière caricaturale, dans les exigences du « management hospitalier » imposé par les gouvernements successifs depuis le plan Juppé de 1995.

Les directeurs sont désormais des « managers hospitaliers » jugés et notés sur leur capacité à soumettre le soin aux exigences de la productivité et de la rentabilité.

Au début du quinquennat, Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, avait proclamé : « L'hôpital entreprise, c'est fini ». Lors du « Ségur de la santé », son successeur Olivier Véran a lui aussi prétendu redonner du sens au soin face à une gestion purement administrative. Ce qui s'est passé à Brive montre qu'il n'en est rien. Dans la réalité rien ne change, et les personnelEs écoeurés et épuisés quittent l'hôpital.

En poursuivant la mobilisation, engagée le 4 décembre, il est temps d'en finir pour de bon avec l'hôpital entreprise, son mépris des personnelEs et des malades.

CorrespondantEs

mais toujours enclavé dans un bassin industriel saigné par les fermetures des mines et de nombreuses usines.

Renault et gouvernement responsables et coupables

Depuis des mois, pendant lesquels ils n'ont cessé de mentir, gouvernerement et Renault s'étaient engagés à un volume de commandes et cela afin d'obtenir la fin de la grève du printemps qui avait déjà duré 23 jours. Le travail a repris le 6 mai et ils ont renié leurs promesses ! L'enjeu de la résistance est de faire payer le plus possible Renault et le gouvernement. Contre Renault, le seul donneur d'ordre, qui a le pouvoir de vie ou de mort sur ses sous-traitants, la colère est générale : à l'entrée de l'usine, aux côtés du nom de la SAM, s'affiche « Boycott Renault » ! Les offres de reclassement, c'est du « *foutage de gueule* » comme l'a dénoncé la

secrétaire du syndicat CGT, Ghislaine Gistau. Des offres de CDD de deux mois à Toulouse, des offres d'opérateurs à des ingénieurs. Un geste symbolique qui a marqué le bassin : ces offres bidon ont été brûlées par les salariéEs, images reprises par la presse et les télé locales.

« Pour nous déloger, il faudra qu'ils emploient la force ! »

L'occupation vise à mettre usine et machines sous la « protection des travailleurs » afin d'empêcher tout déménagement de ce qui constitue des biens « nous appartenant ». Pour cela des « barricades », constituées de pièces métalliques fondues, bloquent certaines des routes d'accès à la SAM, obligeant à la mise en place de déviations. Une nouvelle activité prendra-t-elle la suite de la SAM ? Les instances gouvernementales et régionales voudraient faire croire qu'elles essaient encore. Le

comble de l'hypocrisie est celle de la ministre de l'Industrie qui promet des solutions éventuelles pour le 1^{er} semestre de l'année 2022, c'est-à-dire après l'élection présidentielle ! La région Occitanie, dirigée par Caroline Delga du PS, laisse aussi entrevoir la possibilité d'une reprise d'activités dans les domaines du bâtiment ou de l'électromobilité, sans précision ni sur les pistes explorées ni sur le nombre d'emplois maintenus. Alors que le marché capitaliste démontre son incapacité à garantir l'emploi, la socialisation immédiate des usines comme la SAM s'impose. À l'État et aux collectivités publiques de les prendre en charge sous le contrôle des travailleurEs sans indemnités aux patrons faillis.

Vivre et travailler au pays, la vieille revendication des années 1970, est aujourd'hui portée par la CGT de l'Aveyron. Le nécessaire « toutEs ensemble » doit s'appuyer



DR

sur ces mobilisations locales à même de bloquer tout un territoire et sur les luttes coordonnées au niveau des filières. Une occasion a été manquée au printemps dernier lorsque les fonderies FDB Renault, SBF à Saint-Claude dans le Jura, et dans le Poitou, étaient en lutte en même temps

que la SAM. L'occupation de l'usine est annoncée pour durer jusqu'après la fin de l'année si nécessaire. Le soutien de la population du bassin de Decazeville est un acquis. Ce qui est nécessaire c'est l'élargissement du soutien !

Blog NPA auto-critique

#Poutou2022

Parrainages : des maires sous pression du RN

Dans la Marne, les maires nous le confirment lors des rencontres. Ils et elles ne se réclament pas du RN, parfois bien au contraire puisqu'ils et elles expriment leur souhait qu'un candidat comme Philippe Poutou puisse se présenter. « Mais si vous avez vu les résultats des dernières élections sur ma commune, vous comprendrez que je ne peux pas le parrainer. Et depuis que les parrainages sont rendus publics au Journal officiel, c'est un coup à avoir des emmerdes dans le village ».

Un rapide coup d'œil sur internet permet de se rendre compte de l'ampleur des dégâts : des scores du RN bien au-delà des 30% dès le premier tour des dernières élections présidentielles. Parfois au-dessus de 60% au second tour ou 50% aux européennes... Cette partie de la Marne est traversée par la Route nationale 4, « l'autoroute du pauvre » comme l'appelle une secrétaire de mairie. Une route droite qui va de Paris à Strasbourg et qui sert de délestage pour ne pas payer l'autoroute. Résultat : une file interminable de camions dans les deux sens. Les aires de parking routiers sont indiquées en allemand pour les nombreux chauffeurs à venir de l'est de l'Europe (Roumanie, Lituanie, Pologne). Les forçats de la route n'ont plus les moyens de s'arrêter dans les restaurants, alors ils mangent dans leurs camions. Les anciens restaurants routiers qui bordaient la nationale sont donc abandonnés. Pour se restaurer, il faut faire 20 kilomètres et se rendre jusqu'à Vitry-le-François. Les villages sont entourés de champs à perte de vue, sans bosquets ni haies, encore moins de forêts. Les seuls éléments qui viennent « perturber » ce paysage plat sont des lignes à haute tension, parfois des éoliennes.

27 exploitations agricoles disparaissent chaque jour en France

Depuis la première campagne de Philippe Poutou en 2012, 100 000 exploitations ont disparu¹ et d'ici 10 ans la moitié des agricultrices et agriculteurs partiront à la retraite. Un tour dans la France rurale sans « atouts touristiques » le confirme. Sur une quinzaine de communes visitées, il reste une boulangerie, mais plus une seule épicerie, plus un seul café. Les maisons en vente ou abandonnées sont nombreuses. Dans certains villages, un distributeur automatique de pain fait office de boulangerie. « Même les commerçants ambulants ne passent plus, pas assez rentable » nous confie un maire. Celui-ci, agriculteur, nous reçoit en tenue de travail. Nous sommes en pleine saison de récolte des betteraves. Tout partira à la sucrerie de Cristal Union ou Tereos (Beghin Say), une des principales multinationales du secteur. Présente dans 17 pays, cette entreprise affiche un chiffre d'affaire de 4,3 milliards d'euros... et 45 millions de subventions de la Politique agricole commune². Les grands groupes imposent les prix, les semences, le type d'engrais et parfois jusqu'à la date de récolte ! Le mythe de l'agriculteur indépendant a vécu. Les maires, souvent agriculteurs ou retraités de la fonction publique, tentent tant bien que mal de maintenir la barque dans cette situation difficile. Le RN revient souvent dans les discussions, certains s'inquiètent de sa montée : « Mes administrés se défoulent dans l'isolement ». Le démographe Hervé Le Bras expliquait déjà en 2015 que « plus on habite loin d'une gare SNCF, plus on vote FN ». C'est valable pour les services publics en général qui ont déserté les campagnes. L'agriculture intensive dans sa course aux profits est une calamité pour l'environnement, l'emploi et l'aménagement du territoire. Les campagnes vivent donc de plein fouet les effets dévastateurs des politiques libérales. Face à la destruction des services publics et une économie orientée vers la course aux profits, la candidature de Philippe Poutou prend ici tout son sens.

Ali Jonas

1 – Chiffres du ministère de l'Agriculture, décembre 2021.

2 – Chiffres de la Confédération paysanne, janvier 2021.

Réunion à Orléans avec Pauline Salingue : nos vies valent plus que leurs profits !

Plus d'une trentaine de personnes se sont retrouvées dans une belle salle du centre-ville d'Orléans pour la 3^e échéance régionale de la campagne #Poutou2022, après la réunion publique de Blois et le meeting de Châteauroux. C'est Pauline Salingue, travailleuse dans la santé au CHU de Toulouse et porte-parole de la campagne, qui s'y collait ce coup-ci.

Notre camarade Salomé a présenté la situation à Orléans et dans le Loiret. Une ville de droite, avec un maire très à droite, ancien rédacteur du programme de Fillon ; une ville où l'extrême droite s'agit (attaque du théâtre occupé, menaces contre un journaliste, etc.) ; mais aussi une ville de luttes dans le secteur des transports, et de résistances comme celles contre la construction d'un centre de rétention à Olivet ou celle d'un nouveau pont à Jargeau. Elle a également présenté l'activité du NPA 45 dans ce contexte : construire des mobilisations unitaires en mettant toujours au centre du jeu les revendications sociales et la critique du capitalisme.



NPA

De riches échanges

Le camarade Radu de Blois est ensuite intervenu pour parler de la jeunesse dans la crise capitaliste,

pour dénoncer la dégradation massive des conditions d'études et de vie de celle-ci, la volonté du gouvernement de l'embrigader dans son SNU

#Poutou2022

(Bons) Échos de la campagne à Rennes

Le succès du meeting du 2 décembre, à Rennes¹, était dans toutes les têtes lors de la soirée du jeudi 9. Nous avons proposé un rendez-vous aux personnes venues au meeting et qui souhaitaient en savoir plus et/ou s'engager avec nous dans la campagne.

Ce sont au total 17 personnes qui sont venues discuter avec le NPA ! Beaucoup d'étudiantEs, mais aussi quelques salariéEs. La discussion a été très animée, et en deux heures nous avons abordé des questions aussi diverses que le vaccin, l'internationalisme, la Kanaky, le spécisme, la stratégie, le vote utile, l'activité du NPA local, comment on rentre au

NPA et comment ça fonctionne, etc. Dans une ambiance excellente, les participantEs à la rencontre (presque touTEs des jeunes) se sont unanimement dits prêts à s'engager sous la bannière #Poutou2022 et à s'investir dans un comité de campagne que nous mettrions en place en janvier. D'ores et déjà, le comité de Rennes s'est engagé à les associer aux initiatives de la semaine de mobilisation

générale du 13 au 19 décembre. Pour le moment, sont programmées des diffusions massives du 4 pages sur les marchés de la ville le samedi 18, un/des collage/s le vendredi 17, une table à la fac le mercredi 15, mais le programme peut encore s'étoffer... La dynamique est là, lancée par le meeting, la campagne peut commencer !

1 – Voir l'Anticapitaliste n°594.

Souscription du NPA**Comment financer les partis politiques ? (Épisode 1)**

Dans son essai « le Prix de la démocratie » (Fayard, 2018), l'économiste Julia Cagé décrit avec finesse et clarté les limites du système de financement de la vie politique en France. Mais surtout, elle en tire une très stimulante proposition de réforme... qu'il faut aussi critiquer. Penchons-nous ici sur le seul financement des partis et pas des élections.

En France, les partis politiques peuvent recevoir des dons et cotisations des seules personnes physiques. Le plafond cumulé est fixé à 7 500 euros par an, toutes formations confondues. Certes, le commun des mortels ne peut pas consacrer une telle somme à la politique. Mais si l'on considère que d'autres pays n'appliquent pas de plafonds et autorisent les dons d'entreprises (!), la limitation quantitative et qualitative à la française est plutôt sévère et bienvenue.

Niche fiscale

La perversité principale du système réside donc ailleurs, en l'occurrence dans le système de déduction fiscale. D'abord, environ la moitié des FrançaisES ne sont pas imposables sur le revenu. Cette niche fiscale fonctionne donc, en elle-même, comme une prime aux plus riches. Mais ensuite, et surtout, elle vient appauvrir un État qui, non content de dépenser (ou pas) l'argent public selon une politique inégalitaire, le ponctionne sur des



bases elles-mêmes inégalitaires. En effet, avant même que les niches et la fraude fiscale ne plombent les finances publiques, la nature même des taxes et impôts pose problème. C'est ainsi que les pauvres payent proportionnellement plus d'impôts que les riches (recettes publiques), mais en profitent moins (dépenses publiques). Rien de nouveau ici

dira-t-on. La niche fiscale réservée aux partis n'est qu'un exemple microscopique parmi tant d'autres. C'est vrai... Sauf que malgré leur crise profonde, les partis ne sont pas des hochets. Ils constituent encore un pouvoir notoire. Leur forme de financement est donc révélatrice dans sa nature et puissante dans ses effets.

Une petite minorité de contribuables aisés

Alors poursuivons. Les chiffres de Julia Cagé sont parlants. Prenons l'exemple de l'année 2016. D'abord, les partis politiques ont touché 80 millions d'euros de dons contre 15 millions d'euros de cotisations. C'est dire que le financement des partis est avant tout une affaire de sympathisantEs et pas de militantEs. Ensuite, ces 80 millions d'euros de dons ont été versés par seulement 290 000 personnes. Nous sommes donc très loin d'un financement de masse. Puis l'État a remboursé 48 millions d'euros aux 240 000 donateurs imposables, soit une

et pour rappeler les mobilisations des jeunes.

Enfin, Pauline a brossé un panorama général de la situation, partant de la crise sanitaire dont on ne sort toujours pas et rappelant la situation catastrophique de l'hôpital, la menace de l'extrême droite avec la montée en puissance d'un Zemmour. Elle a montré comment les capitalistes nous menaient à l'abîme et le besoin d'une candidature de Philippe Poutou pour faire entendre une autre voix, anticapitaliste, révolutionnaire féministe, internationaliste, antiraciste, etc.

Des échanges riches ont eu lieu dans la foulée avec la salle, évoquant la question nucléaire très prégnante le long de la vallée de la Loire, les mobilisations chez les retraités, la casse des services publics et la privatisation, etc. Plusieurs contacts ont été pris, indiquant leur volonté de prolonger les discussions avec nous et de faire la campagne !

CorrespondantEs

**Agenda**

Jeudi 16 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Beauvais (60). À 20h, amphithéâtre du Pré-Martinets.

Jeudi 13 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Alençon. À 20h30, salle Baudelaire, rue Porchaine à Alençon.

Lundi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rouen. À 20h, à la Halle aux Toiles, 19, place de la Basse-Vieille-Tour, M^e Théâtre-des-Arts.

Jeudi 20 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Poitiers. À 20h, Salons de Blossac, 9 rue de la Tranchée à Poitiers.

proportion de 82%. Pourtant, seulement 50% des FrançaisES sont imposables. Cette petite population n'est donc pas dans le grand besoin. Enfin, puisqu'une toute petite minorité des donateurs apporte l'essentiel des dons, la redistribution fiscale est elle aussi très inégalitaire. 29 millions d'euros ont été reversés aux 10% les plus riches. Mieux encore : 1,4 million d'euros ont été reversés aux 0,01% les plus riches, soit autant qu'aux 50% les plus modestes. Pesant très lourd dans l'ensemble du système, le financement des partis via les dons est ainsi l'affaire d'une petite minorité de contribuables aisés voire richissimes qui, de surcroît, accaparent l'essentiel du butin fiscal de telle sorte que leur note est proportionnellement beaucoup plus faible que pour les simples sympathisants. Et comme nous parlons quand même de politique, est-il nécessaire de préciser que les plus gros contributeurs versent évidemment leur obole à un petit nombre de partis satisfaisant leurs intérêts ? Bref, l'argent des riches va aux partis des riches, le tout subventionné par les pauvres.

La suite au prochain épisode ! Et en attendant d'en savoir plus, ne vous formalisez pas : profitez de la déduction fiscale pour soutenir le NPA !

HONG KONG « La question de savoir si la population jouit de droits politiques devrait être notre critère primordial pour évaluer le régime de Pékin »

Entretien. Né en 1956, **AU Loong-yu** a pris part aux luttes sociales et politiques à Hong Kong depuis le début des années 1970. Il a simultanément apporté son soutien aux mobilisations se déroulant sur le continent chinois¹. Deux de ses livres ont été publiés en français par les éditions Syllepse. Plus d'une centaine de ses articles, interviews ou documents le concernant sont disponibles sur le site ESSF². Depuis quelques mois, AU réside au Royaume-Uni. À l'occasion d'un court séjour en France, « l'Anticapitaliste » lui a demandé de répondre à quelques questions.

Quel est le degré de répression à Hong Kong ?

Entre juin 2019 et juin 2021, les autorités ont arrêté plus de 10 000 personnes, et poursuivi 2 600 manifestantEs. En vertu de la loi sur la Sécurité nationale du 30 juin 2020, 153 manifestantEs ont été poursuivis et risquent des peines pouvant aller jusqu'à la prison à vie. Le célèbre journal *Apple Daily* a été contraint de fermer ses portes le 24 juin 2021. La grande purge actuelle vise à écraser le mouvement social hongkongais. Une purge culturelle est également en cours dans le but de contrôler la pensée et l'âme de la population, par exemple en remplaçant le cantonais par le mandarin et en censurant la presse.

Quelle est la situation des organisations ?

Selon un rapport, depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la Sécurité nationale, au moins 50 organisations se sont dissoutes, suite aux menaces répétées et au harcèlement permanent des autorités. Il s'agit de syndicats, d'églises, de médias et de partis politiques³. Les cas les plus importants ont été ceux du syndicat enseignant PTU⁴, de la centrale syndicale HKCTU⁵ et de la coalition Alliance⁶ qui est la structure la plus détestée par le régime de Pékin pour son soutien au mouvement démocratique du continent.

Des éléments de résistance existent-ils ?

Certaines personnes refusent de courber l'échine face au pouvoir de Pékin. Une forte opposition à l'auto-dissolution existait par exemple au sein de l'Alliance – celle-ci n'a été adoptée qu'à une courte majorité de quatre contre trois. L'opposition à la dissolution était menée par Chow Hang-tung, une jeune militante. Elle a fait valoir que la tactique d'« accepter la dissolution en échange de la clémence » était erronée, et que refuser de capituler montrerait au monde la détermination de la population de Hong Kong à poursuivre la lutte. Alors qu'elle était emprisonnée, elle a sauvé l'honneur de la résistance hongkongaise. Beaucoup de gens la considèrent comme un nouveau symbole de la résistance. Par ailleurs, beaucoup de gens ordinaires font ce qu'ils peuvent pour résister au régime, même de manière symbolique. Par exemple, lorsque les autorités harcèlent les « magasins jaunes » [le jaune est la couleur du mouvement pour la démocratie], des personnes viennent y faire leurs courses pour exprimer leur solidarité. Il existe également des personnes qui, de leur propre initiative, coordonnent des sympathisantEs pour envoyer des lettres de solidarité aux emprisonnéEs, ou pour sauver des



DR

archives risquant d'être détruites, ou encore pour soutenir des luttes de salariéEs.

Quelle est la situation actuelle en Chine ?

La croissance économique de la Chine s'est ralentie, passant d'une croissance à deux chiffres à une croissance à un chiffre. La plupart des facteurs ayant par le passé facilité l'essor de la Chine ont épuisé leur potentiel, et les problèmes s'aggravent. Depuis février 2021, les actions chinoises cotées aux États-Unis ont déjà chuté de 50 %. Il n'est pas surprenant de voir les actions du groupe Evergrande, fortement endetté, plonger également, provoquant des secousses sur le marché de l'immobilier.

La répression politique à Hong Kong est nuisible à l'économie chinoise, car elle signifie que Pékin ne tient pas la promesse faite à l'Occident de protéger la liberté politique et économique à Hong Kong, ce qui est essentiel pour y maintenir les investissements étrangers ainsi qu'en Chine continentale. Si le flux d'investissements étrangers s'inverse, cela exacerbera la crise économique, en particulier celle de la dette. Étant donné l'ampleur de la répression politique, il est très difficile à la population de déclencher des actions collectives. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas de résistance. Il y a quelque temps, a été lancé un appel au « tangping », qui signifie littéralement « s'allonger à plat », c'est-à-dire boycotter silencieusement le gouvernement. Cet appel a été largement diffusé, ce qui témoigne de l'impopularité du parti-État.

Quelle position devons-nous adopter face aux tensions entre la Chine et les États-Unis ?

La lutte actuelle de Pékin contre les États-Unis n'est pas en tant que telle une lutte contre l'impérialisme, elle ne vise pas à le remplacer par quelque chose de meilleur. Il s'agit d'une lutte pour la répartition de la chaîne de valeur mondiale, une lutte qui est profondément injuste. Les entreprises chinoises agissent exactement de la même façon que tout régime impérialiste, à savoir

poursuivre la maximisation du profit. Au lieu de prendre parti pour des entreprises de l'un ou l'autre de ces deux pays, nous devrions appeler les salariéEs des deux pays, ainsi que celles et ceux du monde entier, à résister à leur politique d'exploitation.

Je pense que dans le débat sur le conflit entre la Chine et les États-Unis, certains se concentrent trop sur les mérites ou les démérites de tel ou tel État, sans jamais se préoccuper des populations concernées et de leur bien-être. Certains partisans du régime de Pékin répondent en présentant des chiffres officiels sur les performances de Pékin en matière de progrès économique, mais ils comprennent rarement que les autorités manipulent les statistiques et qu'elles sont peu enclines à faire respecter la législation sociale.

Je soutiens que la question de savoir si la population jouit de droits politiques devrait être notre critère primordial pour évaluer le régime de Pékin. Si ces droits lui sont refusés, les citoyenEs perdront littéralement tout, tôt ou tard. La confrontation entre la Chine et les États-Unis devrait être jugée en fonction de l'intérêt des populations concernées dans le cadre de leur lutte pour l'émancipation.

Quelles formes pourrait prendre la solidarité internationale ?

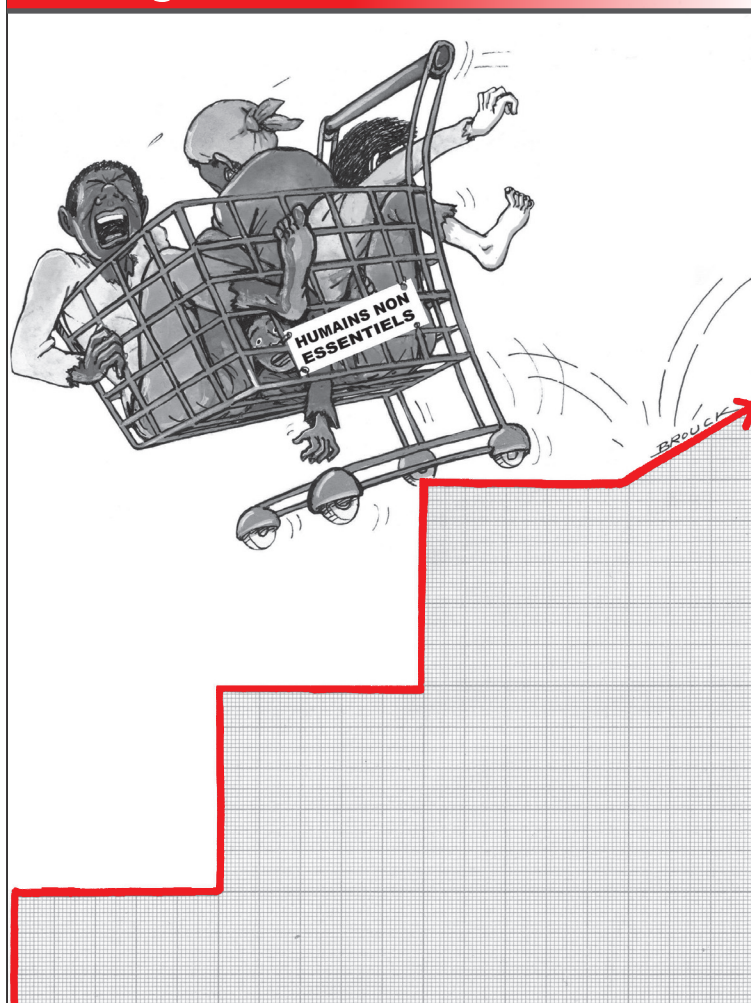
Toutes les personnes progressistes doivent être solidaires de celles qui sont persécutées par Pékin, qu'il s'agisse de salariéEs chinois, de Hongkongais, de Ouïghours, etc. La mondialisation a facilité les choses car aujourd'hui, des millions de salariéEs en Occident et en Chine travaillent pour les mêmes entreprises, qu'il s'agisse d'Amazon, Huawei ou Renault. Il est dans l'intérêt des organisations ouvrières d'Occident de nouer des contacts avec les salariéEs chinois, et de dire au pouvoir chinois d'arrêter sa politique anti-ouvrière.

Propos recueillis par Dominique Lerouge

- 1 – <https://newleftreview.org/issues/ii42/articles/loong-yu-au-alter-globo-in-hong-kong>
- 2 – <http://europe-solidaire.org/spip.php?auteur585> ; <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article58273>
- 3 – <https://hongkongfp.com/2021/11/28/explainer-over-50-groups-gone-in-11-months-how-hong-kongs-pro-democracy-forces-crumbled/> ; <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article60310>
- 4 – Professionnal Teachers' Union (PTU).
- 5 – Hong Kong Confederation of Trade unions (HKCTU).
- 6 – Alliance hongkongaise de soutien aux mouvements démocratiques patriotiques de Chine.

NB: De nombreux documents en français sur la Chine et Hong Kong sont disponibles sur ESSF: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique191> et <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique127>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LA BANQUE UBS CONDAMNÉE POUR FRAUDE FISCALE. La banque suisse UBS a été condamnée lundi [13 décembre] à un total d'1,8 milliard d'euros pour blanchiment aggravé de fraude fiscale et démarchage bancaire illégal en France entre 2004 et 2012, une peine largement inférieure à celle prononcée en première instance. La cour d'appel de Paris a largement réduit la sanction contre le géant mondial de la gestion de fortune, qui s'était vu infliger le 20 février 2019 une amende sans précédent de 3,7 milliards d'euros ainsi 800 millions d'euros de dommages et intérêts à l'État, partie civile.

Près de trois ans plus tard, la cour d'appel a prononcé une amende de 3,75 millions d'euros, une confiscation d'une somme d'1 milliard d'euros sur la caution d'1,1 milliard versée par le groupe, ainsi que les mêmes 800 millions d'euros de dommages et intérêts.

La filiale française UBS France a été relaxée des poursuites pour complicité de blanchiment aggravé de fraude fiscale, mais condamnée pour complicité de démarchage bancaire illégal, à 1,875 million d'euros d'amende – contre 15 millions en première instance.

Quatre des six anciens cadres poursuivis ont en outre été condamnés à des peines allant jusqu'à un an avec sursis et 300 000 euros d'amende, pour la plupart plus légères que celles infligées par le tribunal, qui avait par ailleurs condamné cinq d'entre eux.

« La décision est difficile à comprendre », a réagi l'avocat d'UBS AG, M^e Hervé Temime. « C'est une décision dont les conséquences financières sont inférieures de 2,7 milliards [...] par rapport à la décision du tribunal », mais « sur le principe, il y a une condamnation, donc nous allons réfléchir pour voir si nous formons un pourvoi en cassation ».

La cour d'appel a dû prendre en compte plusieurs décisions rendues, entre les deux procès, par la Cour de cassation, susceptibles de modifier le calcul de la peine infligée par UBS.

Dans ce dossier, UBS était poursuivie pour avoir envoyé des commerciaux suisses en France pour « chasser » les riches clients de sa filiale française, repérés notamment lors de réceptions, concerts ou tournois de golf, afin de les convaincre d'ouvrir des comptes non déclarés en Suisse.

Au total, au procès en appel, l'accusation avait évalué à 9,6 milliards le montant des avoirs dissimulés sur la période.

AFP, 13 décembre 2021.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo ☐ 35 € ☐ 70 €	☐ 25 € ☐ 50 €
Mensuel ☐ 6 mois ☐ 1 an	☐ 6 mois ☐ 1 an
Hebdo + Mensuel ☐ 6 mois ☐ 1 an	☐ 6 mois ☐ 1 an
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois ☐ 12 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo ☐ 17,5 € par trimestre	Mensuel ☐ 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel ☐ 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires Hebdo ☐ 12,5 € par trimestre	Mensuel ☐ 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel ☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org